

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 105

16 janvier 2006

### SOMMAIRE

55 DSL S.A., Luxembourg . . . . .	5034	Halwin International S.A., Luxembourg . . . . .	5012
A. Menarini Participations Internationales S.A., Luxembourg . . . . .	5027	Ifile S.A., Luxembourg . . . . .	4994
Advanced Materials Investments Holding S.A., Luxembourg . . . . .	5034	Igefi International S.A., Luxembourg . . . . .	5017
Altuma S.A., Luxembourg . . . . .	5006	Inter Ikea Investment, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5035
Am Haferstück S.A., Mamer . . . . .	5031	JBC Ventures S.A., Luxembourg . . . . .	5039
Aristolux Investment Fund Management Company S.A., Luxembourg . . . . .	5036	Lloyds TSB Global MultiFund Allocation, Sicav, Luxembourg . . . . .	5036
ASBM, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5040	LSF Japan Hotel Investments, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5009
Cosmolux International S.A., Echternach . . . . .	5008	Merchbanc Sicav, Luxembourg . . . . .	5038
Creditanstalt Global Markets Umbrella Fund, Sicav, Luxembourg . . . . .	5037	Nell AF, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5028
Delta-Systems S.A., Bereldange . . . . .	5014	Nell AF, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5030
Digital Funds, Sicav, Luxembourg . . . . .	5039	Nova Editor S.A., Luxembourg . . . . .	5036
Diversified Trading, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5013	NPB Sicav, Luxembourg . . . . .	5039
Diversified Trading, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5014	Pan Asia Special Opportunities Fund, Sicav, Luxembourg . . . . .	5027
Domus Holdings, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5015	Pool X . . . . .	4997
Domus Holdings, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5017	Promotions Terres Noires, S.à r.l., Pétange . . . . .	5036
DWS Brazil . . . . .	4997	RE-Invest . . . . .	5037
dit-Small Cap Europa . . . . .	5003	RE-Invest . . . . .	5037
Energy and Technology, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5026	San Giorgio International S.A., Luxembourg . . . . .	5033
Energy and Technology, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5026	San Zeno Holding SpA, Bergamo . . . . .	5037
Energy and Technology, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5026	SigmaKalon Luxco 2, S.à r.l., Munsbach . . . . .	5032
EuroPRISA . . . . .	4996	SigmaKalon Luxco 2, S.à r.l., Munsbach . . . . .	5033
Floribois S.A., Diekirch . . . . .	5007	Sofias S.A., Wiltz . . . . .	5008
Floribois S.A., Diekirch . . . . .	5007	Star One S.A., Wiltz . . . . .	5008
Fluortech S.A., Luxembourg . . . . .	5035	Tarkett Capital S.A., Wiltz . . . . .	5024
G.M.N.G. International B.V., S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5018	Tarkett Holding S.A., Wiltz . . . . .	5015
Garage Besenius S.A., Ettelbruck . . . . .	5007	Tarkett Luxembourg S.A., Lentzweiler . . . . .	5009
Garage Besenius S.A., Ettelbruck . . . . .	5007	Tarkett S.A., Lentzweiler . . . . .	5013
GCE Luxco, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	5024	Trust and Control S.A.H., Luxembourg . . . . .	5034
Genavco S.A., Luxembourg . . . . .	5035	Ulysses, Sicav, Luxembourg . . . . .	5040
Ghazali Finance S.A., Luxembourg . . . . .	4994	United Fund of Funds, Sicav, Luxembourg . . . . .	5038
Global Group Management (Luxembourg) S.A., Luxembourg . . . . .	5031	UnitGarantTop: Europa IV . . . . .	4995
H/H-Capital Management, GmbH, Luxembourg . . . . .	5035	Unplugged, S.à r.l., Dudelange . . . . .	5023
Halwin International S.A., Luxembourg . . . . .	5008	VCM Golding Investments II S.A., Luxembourg . . . . .	5000
		Velinvest S.A., Luxembourg . . . . .	5034

**IFILE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 38.865.

**GHAZALI FINANCE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 62.257.

—  
**PROJET DE FUSION**

L'an deux mille cinq, le vingt-sept octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

I. Monsieur Harald Charbon, employé privé, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg,

agissant en qualité de mandataire spécial du Conseil d'Administration de la société anonyme IFILE S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 23, avenue Monterey, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 38.865, constituée en date du 26 novembre 1991 suivant acte reçu par le notaire Maître Réginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg publié au Mémorial C numéro 214 du 21 mai 1992 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire Maître André Schwachtgen en date du 10 décembre 2004, publié au Mémorial, Recueil C, numéro 291 du 1<sup>er</sup> avril 2005,

en vertu d'un pouvoir conféré par décision du Conseil d'Administration, prise en date du 25 octobre 2005.

Un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

II. Monsieur Harald Charbon, employé privé, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg,

agissant en qualité de mandataire spécial du Conseil d'Administration de la société anonyme GHAZALI FINANCE S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 23, avenue Monterey, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 62.257, constituée sous forme d'une société anonyme au sens de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales suivant acte reçu par le notaire Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Dudelange en date du 22 décembre 1997, publié au Mémorial C numéro 203 du 22 décembre 1997 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire Paul Decker en date du 12 juin 2001, publié au Mémorial, Recueil C, numéro 1220 du 22 décembre 2001,

en vertu d'un pouvoir conféré par décision du Conseil d'Administration, prise en date du 25 octobre 2005.

Un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Lesquels ont requis le notaire instrumentant d'acter en la forme authentique le projet de fusion qui suit:

1. la société IFILE S.A. détient la totalité (100%) des 50.000 (cinquante mille) actions donnant droit de vote et représentant la totalité du capital social de la société GHAZALI FINANCE S.A.

2. la société IFILE S.A. (ci-après «la société absorbante») entend fusionner avec la société GHAZALI FINANCE S.A. (ci-après «la société absorbée») par absorption de cette dernière.

3. la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable et fiscal comme accomplies par la société absorbante, a été fixée au 25 octobre 2005.

4. aucun avantage particulier n'est accordé aux administrateurs ni aux commissaires des deux sociétés qui fusionnent.

5. la fusion prendra effet entre parties un mois après publication du présent projet de fusion au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6. les actionnaires d'IFILE S.A. sont en droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la société, des documents tels que déterminés à l'article 267 (1) a) à c) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, à savoir: le projet de fusion, les comptes annuels et les rapports de gestion des trois derniers exercices ainsi qu'un état comptable arrêté au 30 septembre 2005 pour IFILE S.A. et au 30 septembre 2005 pour GHAZALI FINANCE S.A. Une copie de ces documents peut être obtenue par tout actionnaire sans frais sur simple demande.

7. il n'existe pas d'actionnaires ayant des droits spéciaux ni de porteurs de titres autres que des actions.

8. un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir pendant le même délai la convocation d'une assemblée générale appelée à statuer sur l'approbation de la fusion.

9. à défaut de convocation d'une assemblée dans le délai précité ou de rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci-avant et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales, à savoir:

a) la transmission universelle, tant entre la société absorbée et la société absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée à la société absorbante,

b) la société absorbée cesse d'exister,

c) l'annulation des actions de la société absorbée détenues par la société absorbante.

10. les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société absorbée prennent fin à la date de la fusion et décharge sera accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société absorbée lors de la prochaine assemblée générale de la société absorbante.

11. la société absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations de la société absorbée.

12. les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: H. Charbon, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 2005, vol. 26CS, fol. 12, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2005.

J. Elvinger.

(003605.2/211/77) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2006.

## UniGarantTop: EUROPA IV, Fonds Commun de Placement.

### SONDERREGLEMENT

Für den UniGarantTop: Europa IV ist das am 29. März 2004 im Mémorial veröffentlichte Verwaltungsreglement, das am 13. Februar 2004 in Kraft trat, einschließlich einer ersten Änderung, die am 14. Oktober 2004, einer zweiten Änderung, die am 15. Juni 2005 und einer dritten Änderung, die am 28. November 2005 ebendort veröffentlicht ist und die am 1. Oktober 2005 in Kraft tritt, integraler Bestandteil.

Ergänzend beziehungsweise abweichend gelten die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements, das in der derzeit gültigen Fassung im Mémorial vom 16. Januar 2006 veröffentlicht ist und am 16. Dezember 2005 in Kraft tritt.

**Art. 19. Anlageziel.** Ziel der Anlagepolitik von UniGarantTop: Europa IV (der «Fonds») ist es, die Anleger auf mittlere und längere Sicht an den Wertsteigerungen der Aktienmärkte der Europäischen Währungsunion (EWU) teilhaben zu lassen. Gleichzeitig soll(en) über die überwiegende Anlage an den Rentenmärkten der EWU die jeweils ausgesprochene(n) Garantie(n) sichergestellt werden.

Die Performance des Fonds wird in dem jeweiligen vereinfachten Verkaufsprospekt angegeben.

Die Anleger werden darauf hingewiesen, dass die Wertentwicklung in der Vergangenheit keinen Rückschluss auf eine zukünftige Wertentwicklung zulässt; sie kann sowohl höher als auch niedriger ausfallen. Mit Ausnahme der Garantie kann keine Zusicherung gegeben werden, dass die Ziele der Anlagepolitik erreicht werden.

**Art. 20. Anlagepolitik.** Um das Anlageziel zu erreichen wird das Fondsvermögen innerhalb der Europäischen Währungsunion grundsätzlich in Aktien aus dem Euro STOXX 50 sowie in auf Euro lautende und von öffentlich-rechtlichen Ausstellern begebene fest- und variabel verzinsliche Wertpapiere, Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionscheine auf Wertpapiere lauten sowie Zerobonds angelegt. Mindestens zwei Drittel des Fondsvermögens, nach Abzug der flüssigen Mittel, sind in Wertpapieren, die von Emittenten mit Sitz in einem europäischen Staat begeben wurden, anzulegen. Bis höchstens ein Drittel des Fondsvermögens kann in Wertpapieren von Emittenten mit Sitz außerhalb Europas angelegt werden. Der Anteil der Aktien ist auf 30% des Fondsvermögens begrenzt. Daneben kann die Verwaltungsgesellschaft in alle übrigen gesetzlich und vertraglich zulässigen Werte investieren sowie flüssige Mittel halten. Der Fonds kann auch von den in Artikel 4, Ziffer 13, Buchstabe c des Verwaltungsreglements aufgeführten Techniken und Instrumenten zum Management von Kreditrisiken Gebrauch machen sowie abgeleitete Finanzinstrumente gem. Artikel 4 einsetzen. Hiervon sind die Techniken und Instrumente zum Währungsmanagement ausgeschlossen. Der Fonds legt höchstens 10% seines Netto-Fondsvermögens in andere Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder in andere Organismen für gemeinsame Anlagen gemäß Artikel 4, Ziffer 2, Buchstabe e) des Verwaltungsreglements an.

In Ergänzung zum Verwaltungsreglement dürfen für den Fonds zur Absicherung auch Indexoptionsscheine, die an einer Börse oder einem geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden, gekauft oder verkauft werden. Die Summe der für den Erwerb von Optionsscheinen sowie für den Kauf von Optionen gezahlten Preise respektive Prämien darf 35% des Nettofondsvermögens nicht übersteigen. Außerdem wird sich die Verwaltungsgesellschaft im Rahmen der Anlagepolitik insbesondere der in Artikel 4, Ziffern 12. und 13. des Verwaltungsreglements aufgeführten Möglichkeiten bedienen.

In diesem Zusammenhang garantiert die Verwaltungsgesellschaft für das Ende der ersten Garantieperiode, die mit dem Auflegungstag beginnt und am 31. März 2011 endet, dass der Anteilwert mindestens 100,- Euro beträgt. Der garantierte Mindestanteilwert zum 31. März 2011 erhöht sich, falls am vierten Bewertungstag eines jeden Monats ein höherer Anteilwert festgestellt wird. In diesem Fall ist der dann höhere Anteilwert der garantierte Mindestwert für das Ende der Garantieperiode.

Nach dem Ende der ersten Garantieperiode wiederholt sich dieser Prozess unbegrenzt in Perioden von jeweils fünf Jahren womit beispielsweise die zweite Garantieperiode vom 31. März 2011 bis zum 31. März 2016 läuft. Ausgangspunkt für den neuen Garantiewert zum Ende der neuen Garantieperiode ist der zuletzt ermittelte garantierte Anteilwert der vorhergehenden Garantieperiode.

Sollte der garantierte Wert nicht erreicht werden, wird die Verwaltungsgesellschaft den Differenzbetrag zwischen dem zum Ende der Garantieperiode ermittelten Anteilwert und dem garantierten Mindestanteilwert aus eigenen Mitteln unverzüglich in das Fondsvermögen einzahlen. Der jeweils aktuell garantierte Wert kann bei den Vertriebs- und Zahlstellen sowie bei der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank abgefragt werden; ferner wird dieser Wert in den Halbjahres- und Jahresberichten publiziert.

Die Garantie ermäßigt sich für den Fall, dass steuerliche Änderungen während der Laufzeit dazu führen, dass dem Fondsvermögen Zinsen oder Kapital nicht in voller Höhe zufließen. Der garantierte Mindestanteilwert ermäßigt sich in diesem Fall in Höhe dieser Verringerung der Erträge des Fonds einschließlich entgangener Zinsen aus der Wiederanlage. Entsprechende positive steuerliche Änderungen werden durch den sich erhöhenden Anteilwert bei der monatlichen Garantiefestlegung am vierten Bewertungstag eines jeden Monats, wie in Absatz 3 beschrieben, berücksichtigt.

**Art. 21. Fondswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis von Anteilen**

1. Fondswährung ist der Euro.

2. Die Ausgabe von Anteilen erfolgt erstmals an dem auf der Seite «Der Fonds im Überblick» angegebenen Tag. Anteile werden an jedem Handelstag aufgrund von Anträgen, die der Verwaltungsgesellschaft einen Bankarbeitstag vor einem Handelstag vorliegen, ausgegeben und zurückgenommen. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements zuzüglich eines Ausgabeaufschlages von bis zu 5% des Anteilwertes. Der Ausgabeaufschlag wird zu Gunsten der Verwaltungsgesellschaft und der Vertriebsstelle erhoben und kann nach Größenordnung des Kaufauftrages gestaffelt werden. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements abzüglich eines Dispositionsausgleiches von bis zu 2% des Anteilwertes, dessen Erlös dem Fonds zufließt.

**Art. 22. Anteile**

1. Die Anteile werden in Globalzertifikaten verbrieft.

2. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

**Art. 23. Ertragsverwendung.** Die im Fonds vereinnahmten Zins- und Dividendenerträge sowie sonstige ordentliche Erträge abzüglich Kosten werden nicht ausgeschüttet, sondern im Fondsvermögen thesauriert.

**Art. 24. Depotbank.** Depotbank ist die WGZ-BANK LUXEMBOURG S.A.

**Art. 25. Kosten für die Verwaltung und Verwahrung des Fondsvermögens**

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, vom Fonds eine jährliche Verwaltungsvergütung von bis zu 1,50% auf das Netto-Fondsvermögen zu erhalten, die auf der Basis des kalendertäglichen Nettovermögens des Fonds während des entsprechenden Monats zu berechnen und am letzten Bewertungstag des Rechnungsjahres zahlbar ist. Die Verwaltungsgesellschaft erhält für die Hauptverwaltungstätigkeiten keine Vergütung.

2. Die Depotbank erhält aus dem Fondsvermögen ein jährliches Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank in Höhe von bis zu 0,05%, mindestens jedoch 25.000,- Euro p.a., das auf der Basis des kalendertäglichen Nettovermögens des Fonds während des entsprechenden Monats zu berechnen und am ersten Bewertungstag des Folgemonats zahlbar ist. Sofern der Mindestbetrag von 25.000 Euro nicht erreicht wird, gleicht die Verwaltungsgesellschaft die Differenz aus ihrem Vermögen aus. Eine Belastung des Fondsvermögens erfolgt insofern nicht.

Daneben erhält die Depotbank eine Depotgebühr in Höhe von bis zu 0,0225% p.a., die auf Basis des kalendertäglichen Wertpapierbestands des Fonds während des entsprechenden Monats zu berechnen und am ersten Bewertungstag des Folgemonats zahlbar ist.

Die Depotbank erhält außerdem eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu Euro 150,- je Transaktion, die nicht über sie gehandelt wird.

Daneben werden ihr die an Broker zu zahlenden Kommissionen, Drittverwahrgebühren sowie Transaktionskosten, die ihr in Rechnung gestellt werden, erstattet.

**Art. 26. Rechnungsjahr.** Das Rechnungsjahr endet jedes Jahr am 31. März, erstmals am 31. März 2007.

**Art. 27. Dauer des Fonds.** Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Luxemburg, den 16. Dezember 2005.

UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A. / WGZ-BANK LUXEMBOURG S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2006, réf. LSO-BM02622. – Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003937.3//99) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2006.

**EuroPRISA, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion prenant effet le 17 novembre 2005 concernant le fonds commun de placement EuroPRISA, enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2005, réf. LSO-BL02106, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 9 décembre 2005.

EuroPRISA MANAGEMENT COMPANY S.A.

Signature

(107173.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2005.

## DWS BRAZIL, Fonds Commun de Placement.

Mit Wirkung vom 12. Dezember 2005 gelten für den Investmentfonds folgende Bestimmungen.  
Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2005, réf. LSO-BL06481, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS INVESTMENT S.A.

Signature

(112451.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2005.

## POOL X, Fonds Commun de Placement.

### ÄNDERUNGSVEREINBARUNG

Zwischen

1. IPConcept FUND MANAGEMENT S.A., einer Aktiengesellschaft mit Sitz in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen

und

2. DZ BANK INTERNATIONAL S.A., einer Aktiengesellschaft mit Sitz in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen

wird im Hinblick auf den Luxemburger Investmentfonds POOL X, folgendes beschlossen:

#### *Änderung des Verwaltungsreglements*

Das Verwaltungsreglement des Investmentfonds POOL X, in Kraft getreten am 13. Februar 2004, veröffentlicht am 31. März 2004, letztmalig geändert per 1. Oktober 2004 wird in folgenden Punkten neu gefasst:

Im gesamten Verwaltungsreglement wird die Bezeichnung «Rechenschaftsbericht» durchgehend durch die Bezeichnung «Jahresbericht», die Bezeichnung «Lit.» durchgehend durch die Bezeichnung «Buchstabe/n» ersetzt, die zitierten Absätze von Artikeln wurden ausgeschrieben und die Bezeichnung «des Artikel» durch «von Artikel» ersetzt. Das gesamte Verwaltungsreglement wurde auf die neue Rechtschreibung umgestellt.

Der Absatz vor «Artikel 1 - Der Fonds» wird hinsichtlich der Daten bezüglich des Inkrafttretens des Allgemeinen Verwaltungsreglements und bezüglich der Veröffentlichung des Verwaltungsreglements ergänzt:

«...Änderungen wurden am 17. September 2004 und am 16. Januar 2006 im Mémorial veröffentlicht und traten am 1. Oktober 2004 und am 2. Januar 2006 in Kraft.»

Änderungen der folgenden Artikel des Verwaltungsreglements

**Art. 3. Die Depotbank, Ziffer 4.** Ziffer 4, Buchstabe c) wird zu einem eigenständigen Absatz der Ziffer 4.

**Art. 4. Allgemeine Bestimmungen der Anlagepolitik, Ziffer 2.** Bei Ziffer 2, Buchstabe f), wird ein Teilsatz gestrichen. Buchstabe f) lautet nun wie folgt:

«Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten getätigt, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedsstaat hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts in einem Drittstaat liegt, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde denen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind;»

**Art. 4. Allgemeine Bestimmungen der Anlagepolitik, Ziffer 2.** Bei Ziffer 2, Buchstabe g), Unterpunkt 2, wird ein Teilsatz gestrichen. Buchstabe g) Unterpunkt 2 lautet nun wie folgt:

«die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende, erstklassige Institute der Kategorien sind, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen sind;»

**Art. 6. Anteilwertberechnung, Ziffer 3.** Ziffer 3 wird um einen Teilsatz und einen Absatz ergänzt und wie folgt neu gefasst:

«3. Der Anteilwert wird von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Bankarbeitstag in Luxemburg mit Ausnahme des 24. und 31. Dezember eines jeden Jahres («Bewertungstag») berechnet.

Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch beschließen, den Anteilwert am 24. und 31. Dezember eines Jahres zu ermitteln, ohne dass es sich bei diesen Wertermittlungen um Berechnungen des Anteilwertes an einem Bewertungstag im Sinne des vorstehenden Satzes 1 dieser Ziffer 3 handelt. Folglich können die Anleger keine Ausgabe, Rücknahme und/oder Umtausch von Anteilen auf Grundlage eines am 24. Dezember und/oder 31. Dezember eines Jahres ermittelten Anteilwertes verlangen.»

**Art. 6. Anteilwertberechnung, Ziffer 4.** In Ziffer 4 wird ein Wort gestrichen und wie folgt neu gefasst:

«4. Zur Berechnung des Anteilwertes wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds («Netto-Teilfondsvermögen») an jedem Bewertungstag ermittelt, durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile des jeweiligen Teilfonds geteilt und auf zwei Dezimalstellen gerundet.»

**Art. 8. Ausgabe von Anteilen, Ziffer 2, erster Absatz.** Der erste Absatz der Ziffer 2 wird um die beiden nachfolgenden Sätze ergänzt:

«Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle. Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft an.»



**Art. 8. Ausgabe von Anteilen, Ziffer 2, zweiter Absatz.** Der zweite Absatz der Ziffer 2 wird um einen Satz ergänzt und wie folgt neu gefasst:

«Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensanteilen, welche bis spätestens 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Register- und Transferstelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des darauf folgenden Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Anteile zur Verfügung steht. Die Verwaltungsgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Ausgabe von Anteilen auf der Grundlage eines dem Anleger vorher unbekanntes Anteilwertes abgerechnet wird. Sollte dennoch der Verdacht bestehen, dass ein Anleger Late-Trading betreibt, kann die Verwaltungsgesellschaft die Annahme des Zeichnungsantrages solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Zeichnungsantrag ausgeräumt hat. Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensanteilen, welche nach 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Register- und Transferstelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Anteile zur Verfügung steht.»

**Art. 8. Ausgabe von Anteilen, Ziffer 2, vierter Absatz.** Nach dem vierten Absatz der Ziffer 2 wird ein neuer Absatz eingefügt, der wie folgt gefasst ist:

«Sofern der Gegenwert aus dem Fondsvermögen, insbesondere aufgrund eines Widerrufs, der Nichteinlösung einer Lastschrift oder aus anderen Gründen, abfließt, nimmt die Verwaltungsgesellschaft die jeweiligen Anteile im Interesse des Fonds zurück. Etwaige, sich auf das Fondsvermögen negativ auswirkende, aus der Rücknahme der Anteile resultierende Differenzen hat der Antragsteller zu tragen. Fälle des Widerrufs aufgrund verbraucherrechtlicher Regelungen sind von dieser Regelung nicht erfasst.»

**Art. 8. Ausgabe von Anteilen, Ziffer 2, letzter Absatz.** Der letzte Absatz der Ziffer 2 wird ersatzlos gestrichen.

**Art. 8. Ausgabe von Anteilen, Ziffer 3, erster Absatz.** Der erste Absatz von Ziffer 3 wird um den nachfolgenden Satz ergänzt:

«Maßgeblich für den Eingang des Zeichnungsantrags ist der Eingang bei der Depotbank.»

**Art. 8. Ausgabe von Anteilen, Ziffer 3, zweiter Absatz.** Der zweite Absatz der Ziffer 3 wird um einen Satz ergänzt und wie folgt neu gefasst:

«Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Inhaberanteilen, welche bis spätestens 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Depotbank eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des darauf folgenden Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Anteile zur Verfügung steht. Die Verwaltungsgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Ausgabe von Anteilen auf der Grundlage eines dem Anleger vorher unbekanntes Anteilwertes abgerechnet wird. Sollte dennoch der Verdacht bestehen, dass ein Anleger Late-Trading betreibt, kann die Verwaltungsgesellschaft die Annahme des Zeichnungsantrages solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Zeichnungsantrag ausgeräumt hat. Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Inhaberanteilen, welche nach 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Depotbank eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Anteile zur Verfügung steht.»

**Art. 10. Rücknahme und Umtausch von Anteilen, Ziffer 1.** Ziffer 1 von Artikel 10 wird um einen Satz verkürzt und wie folgt neu gefasst:

1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zum Anteilwert gemäß Artikel 6 Nr. 4 dieses Verwaltungsreglements, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages («Rücknahmepreis») zugunsten der Verwaltungsgesellschaft zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag. Sollte ein Rücknahmeabschlag erhoben werden, so beträgt dessen maximale Höhe 3% des Anteilwertes und ist für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben. Der Rücknahmepreis vermindert sich in bestimmten Ländern um dort anfallende Steuern und andere Belastungen. Mit Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt der entsprechende Anteil.»

**Art. 10. Rücknahme und Umtausch von Anteilen, Ziffer 3, erster Absatz.** Der erste Absatz der Ziffer 3 wird um einen Teilsatz ergänzt und lautet nun wie folgt:

«Der Umtausch sämtlicher Anteile oder eines Teils derselben in Anteile eines anderen Teilfonds erfolgt auf der Grundlage des entsprechend Artikel 6 Nr. 4 dieses Verwaltungsreglements maßgeblichen Anteilwertes der betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer Umtauschprovision zugunsten der Verwaltungsgesellschaft in Höhe von maximal 3% des Anteilwertes der zu zeichnenden Anteile, mindestens jedoch in Höhe der Differenz des Ausgabeaufschlags des Teilfonds der umzutauschenden Anteile zu dem Ausgabeaufschlag des Teilfonds, in welchen ein Umtausch erfolgt. Falls keine Umtauschprovision erhoben wird, wird dies für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt erwähnt.»

**Art. 10. Rücknahme und Umtausch von Anteilen, Ziffer 4, erster Absatz.** Der erste Absatz der Ziffer 4 wird um den nachfolgenden Satz ergänzt:

«Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle.»

**Art. 10. Rücknahme und Umtausch von Anteilen, Ziffer 4, dritter Absatz.** Der dritte Absatz der Ziffer 4 wird um den nachfolgenden Satz ergänzt:

«Maßgeblich ist der Eingang bei der Depotbank.»

**Art. 10. Rücknahme und Umtausch von Anteilen, Ziffer 4, vierter Absatz.** Der vierte Absatz der Ziffer 4 wird um einen Satz ergänzt und wird wie folgt neu gefasst:

«Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche bis spätestens 17.00 Uhr an einem Bewertungstag eingegangen sind, werden zum Anteilwert des darauf folgenden Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages bzw. unter Berücksichtigung der Umtauschprovision, abgerechnet. Die Verwaltungsgesellschaft

stellt auf jeden Fall sicher, dass die Rücknahme bzw. der Umtausch von Anteilen auf der Grundlage eines dem Anleger vorher unbekanntes Anteilwertes abgerechnet wird. Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche nach 17.00 Uhr an einem Bewertungstag eingegangen sind, werden zum Anteilwert des übernächsten Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages bzw. unter Berücksichtigung der Umtauschprovision, abgerechnet.

**Art. 10. Rücknahme und Umtausch von Anteilen, Ziffer 4, fünfter Absatz.** Der fünfte Absatz der Ziffer 4 wird ersatzlos gestrichen.

**Art. 11. Kosten, Ziffer 7, Buchstabe d).** In Ziffer 7 wird ein neuer Buchstabe d) eingefügt und die nachfolgenden Buchstaben verschieben sich entsprechend. Buchstabe d) lautet wie folgt:

«d) darüber hinaus werden der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle und der Register- und Transferstelle, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstigen Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet. Die Depotbank erhält des Weiteren bankübliche Spesen;»

**Art. 14. Veröffentlichungen.** In Ziffer 2 wird das Wort «kostenlos» eingefügt und diese Ziffer lautet nun wie folgt:

«2. Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), Verwaltungsreglement, vereinfachter Verkaufsprospekt sowie Jahres- und Halbjahresbericht des Fonds sind für die Anteilhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, bei jeder Zahlstelle und bei einer etwaigen Vertriebsstelle kostenlos erhältlich. Der jeweils gültige Depotbankvertrag, die Satzung der Verwaltungsgesellschaft, der Zentralverwaltungsdienstleistungsvertrag sowie der Register- und Transferstellenvertrag können bei der Verwaltungsgesellschaft, bei den Zahlstellen und bei einer etwaigen Vertriebsstelle an deren jeweiligem Gesellschaftssitz eingesehen werden.»

**Art. 16. Auflösung des Fonds bzw. eines Teilfonds.** In Ziffer 2, Buchstabe c) wird das Wort «von» eingefügt und dieser Buchstabe lautet nun wie folgt:

folgt:

«c) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Betrag von 312.500 Euro bleibt;»

**Art. 16. Auflösung des Fonds bzw. eines Teilfonds.** Ziffer 3 wird abgeändert und lautet nun wie folgt:

«3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung des Fonds bzw. eines Teilfonds führt, werden die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern des jeweiligen Teilfonds nach deren Anspruch verteilen. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn Ansprüche nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

**Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand, Vertragssprache, Ziffer 1.** Ziffer 1 von Artikel 18 wird um einen Teilsatz ergänzt und wie folgt neu gefasst:

«1. Das Verwaltungsreglement des Fonds unterliegt dem Recht des Großherzogtums Luxemburg. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank, sofern nicht unabhängig davon eine andere Rechtsordnung diese Rechtsbeziehungen besonderen Regelungen unterstellt. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen dieses Verwaltungsreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 20. Dezember 2002. Das Verwaltungsreglement ist bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds bzw. Teilfonds beziehen.

**Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand, Vertragssprache, Ziffer 2.** Ziffer 2 Artikel 18 wird wie folgt neu gefasst:

«2. Im Falle eines Rechtsstreits ist der deutsche Wortlaut dieses Verwaltungsreglements maßgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile des Fonds, die an Anleger in einem nicht deutschsprachigen Land verkauft werden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in den entsprechenden Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb berechtigt sind.»

Die vorstehenden Änderungen treten am 2. Januar 2006 in Kraft.

Diese Änderungsvereinbarung wurde in vier Exemplaren ausgefertigt.

Luxemburg, im Dezember 2005.

IPConcept FUND MANAGEMENT S.A. / DZ BANK INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften / Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM03678. – Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004938.3//176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

**VCM GOLDING INVESTMENTS II S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1931 Luxemburg, 21, avenue de la Liberté.  
H. R. Luxemburg B 110.492.

 —  
**STATUTEN**

Im Jahre zweitausendundfünf, am zwölften September.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, im Amtssitze zu Sassenheim (Grossherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1) Die Gesellschaft VCM GOLDING MEZZANINE SICAV II, mit Sitz in L-1931 Luxemburg, 21, avenue de la Liberté, hier vertreten durch Herrn Francis Kass, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, gemäß Beschluss der Gesellschafterversammlung der VCM GOLDING MEZZANINE SICAV vom heutigen Tage, in Übereinstimmung mit der Gründungsurkunde dieser Gesellschaft, welche am heutigen Tage durch den unterzeichneten Notar aufgenommen wurde.

2) Die Gesellschaft HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A., mit Sitz in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg,

hier vertreten durch Herrn Francis Kass, vorgenannt,

gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 5. September 2005.

Die Vollmacht nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenen ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Aktiengesellschaft, die sie hiermit gründen, wie folgt zu beurkunden.

**I. - Name, Sitz, Zweck und Dauer**

**Art. 1.** Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft nach luxemburgischem Recht und führt den Namen VCM GOLDING INVESTMENTS II S.A.

**Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können jederzeit Filialen oder Geschäftsstellen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland gegründet werden.

Falls durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur die Gesellschaft in ihrer Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr zwischen dem Sitz der Gesellschaft und dem Ausland behindert wird oder falls eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Sitz der Gesellschaft durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates vorübergehend bis zur völligen Normalisierung der Verhältnisse in ein anderes Land verlegt werden. Eine solche Maßnahme berührt die luxemburgische Nationalität der Gesellschaft nicht.

**Art. 3.** Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen unter irgendwelcher Form in anderen in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Art von Investierung, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder jede andere Weise, die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder jede andere Weise von Wertpapieren jeder Art, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und der Entwicklung von in- und ausländischen Handels-, Industrie- oder Finanzgesellschaften beteiligen und sie kann diesen Gesellschaften jede Art von Beistand leisten, sei es in der Form von Darlehen, Garantien oder auf jede andere Weise.

Die Gesellschaft kann Anleihen in jedwelcher Form aufnehmen, Schuldverschreibungen ausgeben und Sicherheiten bestellen.

Allgemein kann die Gesellschaft alle Handels-, Industrie- oder Finanzgeschäfte betreiben und alle sonstigen Tätigkeiten ausüben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

**Art. 4.** Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Zeit errichtet.

**II. - Aktienkapital**

**Art. 5.** Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR). Es ist in einunddreißig (31) Aktien mit einem Nennwert von je tausend Euro (1.000,- EUR) eingeteilt und in voller Höhe einbezahlt.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluss der Generalversammlung, welcher in derselben Form wie für Satzungsänderungen zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen («Gesetz von 1915») und zu den darin festgelegten Bedingungen eigene Aktien erwerben.

**Art. 6.** Die Aktien werden ausschließlich in Form von Namensaktien ausgegeben.

Am Gesellschaftssitz wird ein Register der Namensaktien geführt, welches jedem Aktionär zur Einsicht offen steht. Dieses Register enthält alle Angaben, welche von Artikel 39 des Gesetzes von 1915 vorgesehen sind. Das Eigentum an Namensaktien wird durch die Eintragung in dieses Register festgestellt.

Es können Aktienzertifikate ausgestellt werden, welche die Eintragung im Register bestätigen und von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an; sollte der Besitz einer Aktie geteilt oder streitig sein, müssen diejenigen die ein Recht über die Aktie geltend machen, einen einzigen Bevollmächtigten ernennen um die Aktie bei der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft kann den Gebrauch aller Rechte bezüglich dieser Aktie einstellen solange nicht eine einzige Person zum Besitzer der Aktie im Verhältnis zur Gesellschaft ernannt worden ist.



### III. - Verwaltungsrat

**Art. 7.** Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird durch die Generalversammlung der Aktionäre bestimmt.

**Art. 8.** Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Geschäfte vorzunehmen, welche nicht durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung ausdrücklich der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich. Durch die gemeinschaftliche Zeichnung je zweier Verwaltungsratsmitglieder wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

**Art. 9.** Die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber können an die in Artikel 60 des Gesetzes von 1915 aufgeführten Personen übertragen werden; deren Ernennung, Abberufung, Befugnisse und Zeichnungsberechtigung werden durch den Verwaltungsrat geregelt.

Ferner kann der Verwaltungsrat einzelne Aufgaben der Geschäftsführung an Ausschüsse, einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder an dritte Personen oder Unternehmen übertragen und deren Zeichnungsberechtigung regeln. Er setzt die diesbezüglichen Vergütungen fest, welche von der Gesellschaft getragen werden.

**Art. 10.** Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die ordentliche Generalversammlung für die Dauer eines oder mehrerer Jahre bestellt.

Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten. Sie beginnt am Ende der Generalversammlung, welche die Verwaltungsräte bestellt und endet grundsätzlich mit der Bestellung der Nachfolger.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitgliedes frei, so können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder das frei gewordene Amt vorläufig besetzen. Die nächste Generalversammlung nimmt die endgültige Wahl vor. Die Wiederwahl von Verwaltungsratsmitgliedern ist zulässig. Die Generalversammlung kann die Verwaltungsratsmitglieder jederzeit und ohne Angabe von Gründen abberufen.

**Art. 11.** Der Verwaltungsrat kann aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende bestellen.

Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder bei dessen Verhinderung durch einen stellvertretenden Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitglieder einberufen. Die Einladung hat unter Mitteilung der Tagesordnung zumindest 14 Tage vor der Sitzung zu erfolgen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Sitzungen des Verwaltungsrates finden am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, in der Einladung zu bestimmenden Ort statt.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in der Sitzung des Verwaltungsrates mittels einer Vollmacht durch ein anderes Mitglied vertreten und sein Stimmrecht in seinem Namen ausüben lassen. Die Vollmacht kann privatschriftlich durch Fernschreiben, Telefax oder Telegramm erteilt werden. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere andere Verwaltungsratsmitglieder gleichzeitig vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Beschlussfassung des Verwaltungsrates erfolgt mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden und vertretenen Mitglieder. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Über die Verhandlungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates werden Protokolle geführt, welche vom Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

Auf Veranlassung eines jeden Verwaltungsratsmitglieds können Beschlüsse des Verwaltungsrates auch einstimmig durch Brief, Fernschreiben, Fernkopierer oder Telegramm gefasst werden. Schriftliche und von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnete Beschlüsse stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich. Solche Beschlüsse können von jedem Verwaltungsratsmitglied schriftlich, durch Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel gebilligt werden. Eine solche Billigung wird jedenfalls schriftlich bestätigt und die Bestätigung wird dem Beschlussprotokoll beizufügen sein.

### IV. - Überwachung

**Art. 12.** Die Gesellschaft unterliegt der Überwachung durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Generalversammlung bestimmt ihre Zahl und setzt ihre Vergütung fest.

**Art. 13.** Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Aufsichts- und Prüfungsrecht über alle Geschäfte der Gesellschaft. Sie dürfen an Ort und Stelle Einsicht nehmen in die Bücher, den Schriftwechsel, die Protokolle und die sonstigen Geschäftsunterlagen der Gesellschaft.

Sie berichten der Generalversammlung über das Ergebnis ihrer Prüfung und unterbreiten nach ihrer Ansicht geeignete Vorschläge.

**Art. 14.** Die ordentliche Generalversammlung bestellt die Rechnungsprüfer für die Dauer eines oder mehrerer Jahre. Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten. Sie beginnt mit dem Ende der Generalversammlung, die sie bestellt und endet grundsätzlich mit der Bestellung der Nachfolger.

Die Wiederwahl der Rechnungsprüfer ist zulässig. Sie können jederzeit durch die Generalversammlung ohne Angabe von Gründen abberufen werden.

#### V. - Generalversammlung der Aktionäre

**Art. 15.** Die ordnungsmäßig gebildete Versammlung der Aktionäre vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat jegliche Befugnis zur Anordnung, Ausführung oder Ratifizierung aller Handlungen im Hinblick auf die Geschäfte der Gesellschaft.

Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens 1/5 des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

**Art. 16.** Die ordentliche Generalversammlung findet am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung bestimmten Ort der Gemeinde des Gesellschaftssitzes jeweils um 11.00 Uhr am zweiten Mittwoch des Monats Juli eines jeden Jahres oder, wenn dieser Tag auf einen Tag fällt, der in Luxemburg nicht Bankarbeitstag ist, am nächsten darauffolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg statt.

**Art. 17.** Außerordentliche Generalversammlungen können jederzeit an einem beliebigen Ort innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg einberufen werden.

**Art. 18.** Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat oder die Rechnungsprüfer einberufen. Sie muss binnen einer Frist von 15 Tagen einberufen werden, wenn Aktionäre, die ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, den Verwaltungsrat oder die Rechnungsprüfer hierzu schriftlich unter Angabe der Tagesordnung auffordern.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt durch eingeschriebenen Brief. Sind alle Aktionäre in einer Generalversammlung anwesend oder vertreten, so können sie auf die Einhaltung der förmlichen Einberufung verzichten.

Vorsitzender der Generalversammlung ist der Vorsitzende des Verwaltungsrates oder, bei seiner Verhinderung, ein stellvertretender Vorsitzender, ein sonstiges Mitglied des Verwaltungsrates oder eine sonst von der Generalversammlung bestimmte Person.

**Art. 19.** Jeder Aktionär ist berechtigt, an der Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich aufgrund privatschriftlicher Vollmacht durch einen anderen Aktionär oder durch einen Dritten vertreten lassen.

Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Beschlüsse der Generalversammlung werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Stimmen gefasst, sofern die Vorschriften des Gesetzes von 1915 keine anderweitigen Bestimmungen treffen. Über die Verhandlungen und Beschlüsse der Generalversammlungen werden Protokolle geführt, die vom jeweiligen Vorsitzenden unterzeichnet werden.

#### VI. - Rechnungslegung

**Art. 20.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. April eines jeden Jahres und endet am 31. März des darauffolgenden Jahres.

**Art. 21.** Der Verwaltungsrat stellt nach Ablauf eines jeden Jahres eine Bilanz sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung auf. Es werden jährlich wenigstens fünf Prozent des Reingewinnes vorweg dem gesetzlichen Reservefonds so lange zugeführt bis dieser zehn Prozent des Gesellschaftskapitals ausmacht.

Mindestens einen Monat vor der ordentlichen Generalversammlung legt der Verwaltungsrat die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft den Rechnungsprüfern vor, die ihrerseits der Generalversammlung Bericht erstatten.

Die Generalversammlung befindet über die Bilanz sowie über die Gewinn- und Verlustrechnung und bestimmt über die Verwendung des Jahresgewinns. Sie kann im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 aus den verteilungsfähigen Gewinnen und Reserven die Ausschüttung einer Dividende beschließen.

Gemäß Artikel 72-2 des Gesetzes von 1915 ist der Verwaltungsrat ermächtigt, Interimdividenden als Abschlag auf die zu erwartende Dividendenberechtigung am Ende des Geschäftsjahres auszuzahlen.

#### VII. - Auflösung der Gesellschaft

**Art. 22.** Wird die Gesellschaft durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst, so wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt. Die Generalversammlung setzt deren Befugnisse und Vergütung fest.

#### VIII. - Schlussbestimmungen

**Art. 23.** Für sämtliche Punkte, welche durch diese Satzung nicht geregelt sind, gelten die luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere das Gesetz von 1915.

##### Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. März 2006.
- 2) Die erste jährliche Generalversammlung wird im Kalenderjahr 2006 stattfinden.

##### Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Feststellung der Satzung erklären die Erschienenen, die einunddreißig (31) Aktien wie folgt zu zeichnen:

1. VCM GOLDING MEZZANINE SICAV, vorgeannt; dreißig Aktien	30
2. HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A., vorgeannt; eine Aktie	1
Gesamtes Aktienkapital: einunddreißig Aktien	31

Sämtliche Aktien wurden voll und bar eingezahlt; demgemäß verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR) wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

*Bescheinigung*

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind.

*Schätzung der Gründungskosten*

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf tausendachthundert Euro.

*Generalversammlung*

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären, zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf vier (4) festgelegt. Die Zahl der Rechnungsprüfer auf einen (1).
2. Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
  - Herrn Lothar Rafalski, Administrateur-Délégué der HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A., Luxemburg, geboren am 29. November 1952 in Hamburg (Deutschland), wohnhaft in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg;
  - Herrn Jean-Marie Schomer, Abteilungsdirektor der HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A., Luxemburg, geboren am 17. Februar 1963 in Differdingen (Luxemburg), wohnhaft in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg;
  - Herrn Thomas Schwartz, Geschäftsführer der VCM VENTURE CAPITAL MANAGEMENT, GmbH, München, geboren am 28. Februar 1949 in Hamburg (Deutschland), wohnhaft in Max-Joseph-Straße 7, D-80333 München;
  - Herrn Jeremy Golding, Geschäftsführer der GOLDING CAPITAL PARTNERS, GmbH, München, geboren am 10. August 1962 in Cambridge, UK, wohnhaft in Möhlstrasse 10, D-81675 München.
3. Zum Rechnungsprüfer wird ernannt:
  - die Gesellschaft BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE S.A., mit Sitz in 5, boulevard. de la Foire, L-1528 Luxemburg (R.C.S. Luxemburg, Sektion B Nummer 71.178).
4. Die Anschrift der Gesellschaft lautet:
  - 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.
5. Die Aufträge der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der Generalversammlung, die über das Geschäftsjahr 2011 befindet.
  - Der Auftrag des Rechnungsprüfers endet mit der Generalversammlung, die über das Geschäftsjahr 2006 befindet.
6. Gemäß Artikel 60 des Gesetzes von 1915 ermächtigt die Generalversammlung den Verwaltungsrat, einem oder mehreren seiner Mitglieder die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber zu übertragen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: F. Kass, J.-J. Wagner.

Einregistriert zu Esch-sur-Alzette, am 13. September 2005, Band 897, Blatt 15, Feld 8. – Erhalten 310 euros.

*Der Einnehmer (gezeichnet): Ries.*

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 14. September 2005.

J.-J. Wagner.

(081790.3/239/224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2005.

### **dit-SMALL CAP EUROPA, Fonds Commun de Placement.**

Die ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A. («Verwaltungsgesellschaft») hat mit Zustimmung der DRESDNER BANK LUXEMBOURG S.A. («Depotbank») beschlossen, mit Wirkung zum 16. Januar 2006 den Allgemeinen und den Besonderen Teil des Verwaltungsreglements des u.g. Sondervermögens («das Sondervermögen») wie folgt zu ändern bzw. zu ergänzen:

dit-Small Cap Europa

#### **§ 3 Fondsverwaltung**

1. Die Verwaltungsgesellschaft handelt bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben unabhängig von der Depotbank und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie kann unter eigener Verantwortung und auf ihre Kosten Anlageberater hinzuziehen und/oder sich des Rats eines Anlageausschusses bedienen und/oder einen Fondsmanager mit der täglichen Vermögensverwaltung beauftragen. Sie kann sich auch darüber hinaus der Hilfe Dritter bedienen.

#### **§ 18 Ausgabe und Rücknahme von Anteilen**

2. Sofern im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements für den Fonds nicht eine hiervon abweichende Regelung getroffen wurde, werden Anteilkauaufträge, die an einem Bewertungstag bis 7 Uhr ( Mitteleuropäischer Zeit) bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, mit dem zu diesem Zeitpunkt festgestellten, jedoch noch nicht publizierten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet. Nach diesem Zeitpunkt eingehende Anteilkauaufträge werden mit dem Ausgabepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Der Ausgabepreis ist nach jeweils zwei weiteren Bewertungstagen an die Depotbank zahlbar.

3. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank von dieser im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft ausgegeben und unverzüglich in entsprechender Höhe in der für die betreffende Anteilklasse

festgelegten Währung (nachstehend «Referenzwährung») auf einem vom Zeichner anzugebenden Depot gutgeschrieben.

6. Die Anteilinhaber können jederzeit die Rücknahme der Anteile über die Verwaltungsgesellschaft, die Depotbank oder die Zahl- und Informationsstellen verlangen.

7. Sofern im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements für den Fonds nicht eine hiervon abweichende Regelung getroffen wurde, werden Rücknahmeaufträge, die an einem Bewertungstag bis 7 Uhr (Mitteleuropäischer Zeit) bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, mit dem zu diesem Zeitpunkt festgestellten, jedoch noch nicht publizierten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet. Nach diesem Zeitpunkt eingehende Rücknahmeaufträge werden mit dem Rücknahmepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt sodann unverzüglich in der Referenzwährung der betreffenden Anteilklasse.

#### **§ 19 Ausgabe- und Rücknahmepreis**

4. Rücknahmepreis ist der nach Abs. 1 ermittelte Inventarwert pro Anteil.

#### **§ 21 Kosten der Verwaltung**

1. Der Verwaltungsgesellschaft steht für die Verwaltung und Zentralverwaltung des Fonds (mit Ausnahme derjenigen Zentralverwaltungsaufgaben und sonstigen Aufgaben, die auf die Depotbank übertragen sind) eine aus dem Fonds zu entnehmende Vergütung zu, soweit diese Vergütung nicht im Rahmen einer besonderen Anteilklasse direkt dem jeweiligen Anteilinhaber in Rechnung gestellt wird. Zudem kann der Besondere Teil des Verwaltungsreglements vorsehen, dass der Verwaltungsgesellschaft eine aus dem Fonds zu entnehmende erfolgsbezogene Vergütung zusteht.

Der Depotbank steht für die Verwaltung und Verwahrung der zum Fonds gehörenden Vermögenswerte sowie für die auf sie übertragenen Aufgaben der Zentralverwaltung und sonstigen Aufgaben eine aus dem Fonds zu entnehmende Vergütung zu. In der Depotbankvergutung sind die üblicherweise anfallenden Depotbankgebühren enthalten. Je nach Ausgestaltung des Vertragsverhältnisses steht der Depotbank darüber hinaus eine dem Fonds zu entnehmende Bearbeitungsgebühr für jede Transaktion zu, die sie im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft durchführt.

2. Neben diesen Vergütungen und Gebühren gehen die folgenden Aufwendungen zu Lasten des Fonds:

- im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten (einschließlich der daran nach Marktansancen ggf. gekoppelten Zur-Verfügung-Stellung von Research- und Analyseleistungen) sowie mit der Inanspruchnahme von Wertpapierleihprogrammen und von Vermittlern von Wertpapierleihen entstehende Kosten;
- Kosten für die Erstellung und den Versand der Verkaufsprospekte, Verwaltungsreglements sowie der Jahres-, Halbjahres- und ggf. Zwischenberichte sowie anderer Berichte und Mitteilungen an Anteilinhaber;
- Kosten der Veröffentlichung der Verkaufsprospekte, Verwaltungsreglements, Jahres-, Halbjahres- und ggf. Zwischenberichte, anderer Berichte und Mitteilungen an Anteilinhaber, der steuerlichen Daten sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreise und der Bekanntmachungen an die Anteilinhaber;
- Prüfungs- und Rechtsberatungskosten für den Fonds einschließlich der Bescheinigungskosten steuerlicher Daten für in- und ausländische Steuerzwecke;
- Kosten für die Geltendmachung und Durchsetzung berechtigt erscheinender, dem Fonds oder einer ggf. bestehenden Anteilklasse zuzuordnender Rechtsansprüche sowie für die Abwehr unberechtigt erscheinender, auf den Fonds oder eine ggf. bestehende Anteilklasse bezogener Forderungen;
- Kosten und evtl. entstehende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;
- Kosten für die Erstellung von Anteilzertifikaten und ggf. Ertragnisscheinen sowie Ertragnisschein-Bogenerneuerung;
- Zahl-/Informationsstellengebuhren und ggf. Gebühren im Zusammenhang mit Ausschuttungen sowie entstehende Kosten für die Einlösung von Ertragnisscheinen;
- Kosten etwaiger Borseneinfuhungen, der Registrierung der Anteilscheine zum öffentlichen Vertrieb und/oder der Aufrechterhaltung einer solchen Börsennotierung oder Registrierung;
- Kosten für die Beurteilung des Fonds durch national und international anerkannte Rating-Agenturen;
- ein angemessener Anteil an den Werbekosten und anderen Kosten, die in direktem Zusammenhang mit dem Angebot und Vertrieb von Anteilen anfallen;
- Kosten im Zusammenhang mit der Nutzung von Indexnamen, insbesondere Lizenzgebühren;
- Aufwendungen im Zusammenhang mit der Gründung des Fonds; Kosten im Zusammenhang mit dem Erlangen und Aufrechterhalten eines Status, der dazu berechtigt, in einem Land direkt in Vermogensgegenstande investieren oder an Märkten in einem Land direkt als Vertragspartner auftreten zu können;
- Kosten im Zusammenhang mit der Informationsbeschaffung über Hauptversammlungen von Unternehmen oder über sonstige Versammlungen der Inhaber von Vermogensgegenstanden sowie Kosten im Zusammenhang mit der eigenen Teilnahme oder der beauftragter Dritter an solchen Versammlungen,

#### **§ 22 Rechnungslegung**

4. Die Berichte sind bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahl- und Informationsstellen erhältlich.

#### **§ 30 Anlagepolitik**

##### **Anlagegrenzen**

Zu mindestens zwei Dritteln des Fondsvermögens werden Aktien kleinerer Gesellschaften (Small Caps) erworben, die ihren Sitz in einem europäischen Land haben, das laut Klassifizierung der Weltbank in die Kategorie «hohes Bruttovolkseinkommen pro Kopf» fällt, d.h. als «entwickelt» klassifiziert ist, oder die ihren Sitz in einem Land haben, in dem ein im HSBC Smaller European Companies Price Index (incl. UK) (ab dem 1. Februar 2006 HSBC Smaller European Companies (incl. UK) Total Return Index) enthaltenes Unternehmen seinen Sitz hat.

Unter Small Caps sind hierbei solche Aktiengesellschaften zu verstehen, deren Marktkapitalisierung maximal der 1,3-fachen Marktkapitalisierung des - von der Marktkapitalisierung her gesehen - größten Titels im HSBC Smaller European

Companies Price Index (incl. UK) (ab dem 1. Februar 2006 HSBC Smaller European Companies (incl. UK) Total Return Index) entspricht. Small Caps können insbesondere auch Spezialwerte sein, die zum Teil in Nischenmärkten tätig sind.

### § 32 Basiswährung, Ausgabe und Rücknahmepreis

4. Der Ausgabeaufschlag zur Abgeltung der Ausgabekosten (§ 19 Abs. 3 des Verwaltungsreglements) beträgt für Anteile der Klassen A und AT 6% des Inventarwerts pro Anteil. Es steht der Verwaltungsgesellschaft frei, einen niedrigeren Ausgabeaufschlag zu erheben. Für Anteile der Klassen P, PT, I und IT wird kein Ausgabeaufschlag erhoben.

### § 33 Kosten

1. Die Vergütung für die Verwaltung und Zentralverwaltung des Fonds (mit Ausnahme derjenigen Zentralverwaltungsaufgaben und sonstigen Aufgaben, die auf die Depotbank übertragen sind) beträgt für Anteile der Klassen A und AT 2% p.a., für Anteile der Klassen P, PT, I und IT 1% p.a., errechnet auf den täglich ermittelten Inventarwert. Es steht der Verwaltungsgesellschaft frei, eine niedrigere Vergütung zu erheben.

Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft für die Verwaltung des Fonds dem Fondsvermögen eine erfolgsbezogene Vergütung in Rechnung stellen.

Eine solche erfolgsbezogene Vergütung beläuft sich anteilklassenbezogen auf ein Viertel des positiven Betrages, um den die Summe

- a) des Anlageergebnisses des Fonds,
  - b) der Beträge der je einer Anteilklasse zuzuordnenden Fondsvermögen belasteten täglichen Depotbank- und Verwaltungs- und Zentralverwaltungsvergütung,
  - c) der Beträge im laufenden Geschäftsjahr eventuell erfolgter Ausschüttungen
- die Entwicklung des Vergleichsindex HSBC Smaller European Companies Price Index (incl. UK) (ab dem 1. Februar 2006 HSBC Smaller European Companies (incl. UK) Total Return Index) übertrifft.

Es steht der Gesellschaft frei, eine niedrigere Vergütung zu berechnen.

Der im Rahmen der Berechnung des Anlageergebnisses erforderlichen Bewertung des Fonds werden solche Kurswerte zugrunde gelegt, die in möglichst engem zeitlichen Zusammenhang mit den Kursen stehen, die der Indexberechnung zugrunde liegen. Dadurch kann diese Bewertung des Fonds von der Bewertung für Zwecke der Anteilwertermittlung am gleichen Tag abweichen. Je nach dem Zeitpunkt, der der Indexberechnung zugrunde liegt, kann eine Berücksichtigung der erfolgsbezogenen Vergütung im Anteilwert der betroffenen Anteilklasse erst zeitverzögert erfolgen. Die erfolgsbezogene Vergütung wird, beginnend am Anfang jedes Geschäftsjahres, bewertungstäglich unter Berücksichtigung des aktuellen Wertes der jeweiligen Anteilklasse berechnet und der Gesamtbetrag laufend fortgeschrieben. Der fortgeschriebene Gesamtbetrag wird zurückgestellt und dem Fonds zu Lasten der betreffenden Anteilklasse am Ende des Geschäftsjahres entnommen. An den Bewertungstagen, an denen das nach obiger Maßgabe bereinigte anteilklassenbezogene Anlageergebnis des Fonds von dem jeweils bestimmten Vergleichsindex übertrifft wird, verringert sich der fortgeschriebene und zurückgestellte Gesamtbetrag nach der oben dargestellten Methode. Ein negativer Betrag wird während des Geschäftsjahres fortgeschrieben, aber nicht in Folgejahren vorgetragen. Falls ein ausgewählter Vergleichsindex entfallen sollte, wird die Gesellschaft einen vergleichbaren anderen Index festlegen, der an die Stelle des genannten Index tritt.

Anleger werden darauf hingewiesen, dass auch im Fall einer negativen Anteilpreisentwicklung eine erfolgsbezogene Vergütung gezahlt werden kann, falls die Entwicklung des Anteilwerts des Fonds die Entwicklung des Vergleichsindex übersteigt.

3. Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte sowie für die auf sie übertragenen Aufgaben der Zentralverwaltung und sonstigen Aufgaben eine Vergütung in Höhe von 0,25% p.a., errechnet auf den täglich ermittelten Inventarwert. Es steht der Depotbank frei, eine niedrigere Vergütung zu erheben.

### § 34 Anteilklassen (Neuer Artikel)

1. Der Fonds kann mit mehreren Anteilklassen, die sich in der Kostenbelastung, der Kostenerhebungsart, der Ertragsverwendung, dem erwerbsberechtigten Personenkreis, dem Mindestanlagebetrag, der Referenzwährung, einer gegebenenfalls auf Anteilklassenebene erfolgenden Währungssicherung, der Bestimmung des Abrechnungszeitpunkts nach Auftragserteilung, der Bestimmung des zeitlichen Abwicklungsprozedere nach Abrechnung eines Auftrags und/oder einer Ausschüttung oder sonstigen Merkmalen unterscheiden können, ausgestattet werden. Alle Anteile nehmen in gleicher Weise an den Erträgen und am Liquidationserlös ihrer Anteilklasse teil.

Es gibt derzeit folgende Anteilklassen:

A (EUR), A (USD), A (H-USD), AT (EUR), AT (USD), AT (H-USD), P (EUR), P (USD), P (H-USD), PT (EUR), PT (USD), PT (H-USD), I (EUR), I (USD), I (H-USD), IT (EUR), IT (USD) und IT (H-USD).

Der Umtausch von einer Anteilklasse in eine andere Anteilklasse ist ausgeschlossen.

2. Der Erwerb von Anteilen der Anteilklassen P, PT, I und IT ist nur bei einer Mindestanlage in der vorangehenden Informationstabelle genannten Höhe (nach Abzug eines eventuellen Ausgabeaufschlags) möglich. Folgeanlagen sind auch mit geringeren Beträgen statthaft, sofern die Summe aus dem aktuellen Wert der vom Erwerber zum Zeitpunkt der Folgeanlage bereits gehaltenen Anteile derselben Anteilklasse und dem Betrag der Folgeanlage (nach Abzug eines eventuellen Ausgabeaufschlags) mindestens der Höhe der Mindestanlage der betreffenden Anteilklasse entspricht. Berücksichtigt werden nur Bestände, die der Erwerber bei derselben Stelle verwahren lässt, bei der er auch die Folgeanlage tätigen möchte. Fungiert der Erwerber als Zwischenverwahrer für endbegünstigte Dritte, so kann er Anteile der genannten Anteilklassen nur erwerben, wenn die vorstehend genannten Bedingungen hinsichtlich eines jeden endbegünstigten Dritten jeweils gesondert erfüllt sind. Die Ausgabe von Anteilen dieser Anteilklassen kann davon abhängig gemacht werden, dass der Erwerber zuvor eine entsprechende schriftliche Versicherung abgibt.

Anteile der Klassen I und IT können nur von nichtnatürlichen Personen erworben werden. Der Erwerb ist gleichwohl unstatthaft, wenn zwar der Anteilzeichner selbst eine nichtnatürliche Person ist, er jedoch als Zwischenverwahrer für



einen endbegünstigten Dritten fungiert, der seinerseits eine natürliche Person ist. Die Ausgabe von Anteilen der Anteilklassen I und IT kann davon abhängig gemacht werden, dass der Erwerber zuvor eine entsprechende schriftliche Versicherung abgibt.

3. Es können auch Anteilklassen, deren Referenzwährung nicht auf die Basiswährung des Fonds lautet, ausgegeben werden. Hierbei können sowohl Anteilklassen ausgegeben werden, bei denen eine Währungssicherung zugunsten der Referenzwährung angestrebt wird, als auch Anteilklassen, bei denen dies unterbleibt. Die Kosten dieser Währungssicherungsgeschäfte werden von der entsprechenden Anteilklasse getragen.

Die jeweilige Referenzwährung einer Anteilklasse ist dem Anteilklassentyp (A, AT, P, PT, I und IT) beigefügten Klammerzusatz zu entnehmen [z. B. bei dem Anteilklassentyp A und der Referenzwährung USD: A (USD)]. Wird bei einer Anteilklasse eine Währungssicherung zugunsten der jeweiligen Referenzwährung angestrebt, wird der Bezeichnung der Referenzwährung ein «H-» vorangestellt [z. B. bei dem Anteilklassentyp A, der Referenzwährung USD und einer angestrebten Währungssicherung gegenüber dieser Referenzwährung: A (H-USD)]. Ist in diesem Verkaufsprospekt von Anteilklassen A, AT, P, PT, I oder IT ohne weitere Zusätze die Rede, bezieht sich dies auf den jeweiligen Anteilklassentyp.

4. Die Berechnung des Anteilwerts (§ 19 Abs. 1 und 2 des Verwaltungsreglements) erfolgt für jede Anteilklasse durch Teilung des Werts des Sondervermögens, der einer Klasse zuzurechnen ist, durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile dieser Klasse. Bei Ausschüttungen wird der Wert des Nettovermögens, der den Anteilen der ausschüttenden Anteilklassen zuzurechnen ist, um den Betrag dieser Ausschüttungen gekürzt. Wenn der Fonds Anteile ausgibt, so wird der Wert des Nettovermögens der jeweiligen Anteilklasse um den bei der Ausgabe erzielten Erlös erhöht. Wenn der Fonds Anteile zurücknimmt, so vermindert sich der Wert des Nettovermögens der jeweiligen Anteilklasse um den Inventarwert der zurückgenommenen Anteile.

### § 35 Verwendung der Erträge

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob, wann und in welcher Höhe für eine Anteilklasse eine Ausschüttung entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgt. Die Verwaltungsgesellschaft kann zudem Zwischenausschüttungen festsetzen. Im Rahmen der gesetzlichen Vorgaben kann Fondssubstanz zur Ausschüttung herangezogen werden.

2. Hinsichtlich der Anteilklassentypen A, P und I des Fonds erfolgt grundsätzlich eine Ausschüttung auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile. Die anfallenden Erträge der Anteilklassentypen AT, PT und IT des Fonds werden grundsätzlich nicht ausgeschüttet, sondern im Rahmen der Anteilklasse wieder angelegt.

### § 36 Geschäftsjahr

### § 37 Inkrafttreten

Dieses Verwaltungsreglement trat in seiner ursprünglichen Fassung am 22. April 1999 in Kraft. Die letzte Änderung trat am 16. Januar 2006 in Kraft.

Die aktualisierten Verkaufsprospekte mit den geänderten Verwaltungsreglements sind bei der Verwaltungsgesellschaft und den Zahl- und Informationsstellen kostenfrei erhältlich.

Anteilinhaber, die mit der Änderung des Vergleichsindex zum 1. Februar 2006 nicht einverstanden sind, können ihre Anteile bis zu diesem Termin kostenfrei zurückgeben.

Senningerberg, im Dezember 2005.

Die Verwaltungsgesellschaft  
Unterschriften

Luxemburg, im Dezember 2005.

Die Depotbank  
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2006, réf. LSO-BM03324. – Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004850.2//197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

### ALTUMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2018 Luxembourg, 19, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 97.407.

### EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue à Luxembourg en date du 6 septembre 2005 que:

1. L'Assemblée confirme la démission de Monsieur Philippe Pedrini en tant qu'administrateur de la société.
2. L'Assemblée confirme la nomination de la société ELMTREE LIMITED avec siège social à Les Cascades, rue Edith Cavell, Port-Louis, Ile Maurice, en tant qu'administrateur. Celle-ci reprendra le mandat de son prédécesseur.

Fait à Luxembourg, le 6 septembre 2005.

Pour HOOGEWERF & CIE  
Agent domiciliataire  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2005, réf. LSO-BI01225. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(080133.3/634/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2005.

**GARAGE BESENIUS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9085 Ettelbruck, Zone Artisanale et Commerciale.  
R. C. Luxembourg B 93.257.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue extraordinairement le 2 août 2005  
à 17.00 heures à Ettelbruck*

Remplacement du commissaire aux comptes

Le mandat du commissaire aux comptes Monsieur Yves Wallers sera remplacé par la société EWA REVISION S.A., avec siège social à L-8080 Bertrange, 36, route de Longwy.

Ce mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2008.

Ettelbruck, le 2 août 2005.

Pour extrait sincère et conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Diekirch, le 23 août 2005, réf. DSO-BH00136. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(902927.3/832/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 9 septembre 2005.

---

**GARAGE BESENIUS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9085 Ettelbruck, Zone Artisanale et Commerciale.  
R. C. Luxembourg B 93.257.

—  
Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 23 août 2005, réf. DSO-BH00138, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 9 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 8 septembre 2005.

FIDUCIAIRE ENSCH, WALLERS ET ASSOCIES S.A.

Signature

(902926.3/832/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 9 septembre 2005.

---

**FLORIBOIS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.  
R. C. Luxembourg B 98.519.

## RECTIFICATIF

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Diekirch, le 8 septembre 2005, réf. DSO-BI00037, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 9 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 9 septembre 2005.

Pour FLORIBOIS S.A.

Signature

Un mandataire

(902931.3/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 9 septembre 2005.

---

**FLORIBOIS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.  
R. C. Luxembourg B 98.519.

## RECTIFICATIF

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 8 septembre 2005, réf. DSO-BI00036, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 9 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 9 septembre 2005.

Pour FLORIBOIS S.A.

Signature

Un mandataire

(902932.3/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 9 septembre 2005.

---

**COSMOLUX INTERNATIONAL S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.  
H. R. Luxemburg B 92.255.

*Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter vom 17. Mai 2005 um 11.00 Uhr*

Die Generalversammlung erneuert für einen Zeitraum von sechs Jahren bis zur Generalversammlung von 2011 die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder.

Beglaubigte Kopie

Unterschrift / Unterschrift

Verwaltungsratsmitglied / Verwaltungsratsmitglied

Enregistré à Luxembourg, le 20 juillet 2005, réf. LSO-BG08460. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(902928.3/643/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 9 septembre 2005.

**SOFIAS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse. Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 103.361.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 31 août 2005, réf. DSO-BH00176, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 14 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 12 septembre 2005.

Signature.

(902965.3/825/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 14 septembre 2005.

**STAR ONE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 98.455.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 31 août 2005, réf. DSO-BH00175, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 14 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 12 septembre 2005.

Signature.

(902966.3/825/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 14 septembre 2005.

**HALWIN INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 65.552.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 5 septembre 2005*

*Résolution*

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2005 comme suit:

*Conseil d'administration:*

- MM. Luca Checchinato, employé privé, demeurant à Luxembourg, président;  
Dominique Audia, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur;  
Sébastien Felici, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur.

*Commissaire aux comptes:*

MONTBRUN REVISION, S.à r.l., 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2005, réf. LSO-BI01554. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(080517.3/024/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

**TARKETT LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9779 Lentzweiler, Z.I. de Lentzweiler, 2, Op der Sang.  
R. C. Luxembourg B 92.065.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 26 août 2005, réf. DSO-BH00158, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 14 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 14 septembre 2005.

J.-L. Ehx

Fondé de Pouvoir

(902971.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 14 septembre 2005.

**LSF JAPAN HOTEL INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: L-2530 Luxembourg, 10B, rue Henri Schnadt.  
R. C. Luxembourg B 110.547.

In the year two thousand and five, on the sixteenth of September.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of his colleague Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, momentarily absent, the latter remaining depositary of the present minute.

There appeared:

LONE STAR CAPITAL INVESTMENTS, S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) established under the laws of Luxembourg, having its registered office at 10B, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 91.796, represented by Mr Philippe Detournay (the Sole Shareholder),

here represented by Ms Francine Ewers, attorney, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg, on 15 September 2005,

which proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of the private limited company (société à responsabilité limitée) denominated LSF JAPAN HOTEL INVESTMENTS, S.à r.l. (the Company), not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, established under the laws of Luxembourg, having its registered office at 10B, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, dated 7 September 2005, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, amended by a deed of the same notary, dated 9 September 2005, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Sole Shareholder acknowledges that the present extraordinary meeting is regularly constituted and that it may validly decide on the following agenda:

1. Conversion of one share of the Company into a preferred share and redenomination of the remaining shares of the Company into ordinary shares.
2. Increase of the share capital by EUR 1,957,625 (one million nine hundred fifty-seven thousand six hundred twenty-five Euro) and payment of a share premium of EUR 91.64 (ninety-one Euro and sixty-four cents).
3. Amendment of article 6 of the articles of association.
4. Amendment of article 8 of the articles of association.
5. Amendment of article 10 of the articles of association.
6. Amendment of article 14 of the articles of association.
7. Amendment of article 17 of the articles of association.

This having been declared, the Sole Shareholder, represented as stated above, has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Company's share capital is currently represented by 8,256 (eight thousand two hundred fifty-six shares) having a nominal value of EUR 125 (hundred twenty-five Euro) each.

The Sole Shareholder resolves to convert one share of the Company into a preferred share giving its holder the right to a preferred dividend of EUR 10 (ten Euro) per year. The preferred dividend will be paid out if distributable profits exist and will be cumulated if no distributable profits are available in a given year. This preferred share will however not participate in the ordinary profits of the Company, meaning that it will not have a right to the ordinary dividends, if any, which will be shared only among the ordinary shares. It will not participate in the distribution of any liquidation surplus. The preferred share has ordinary voting rights.

The remaining 8,255 (eight thousand two hundred fifty-five) shares of the Company are redenominated into ordinary shares.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company from its current amount of EUR 1,032,000 (one million thirty-two thousand Euro) by an amount of EUR 1,957,625 (one million nine hundred fifty-seven thousand six hundred twenty-five Euro) to an amount of EUR 2,989,625 (two million nine hundred eighty-nine thousand six hundred twenty-five Euro) by the issuance of 15,661 (fifteen thousand six hundred sixty-one) new ordinary shares

with a par value of EUR 125 (one hundred twenty-five Euro) each and to pay a share premium of EUR 91.64 (ninety-one Euro and sixty-four cents).

All the 15,661 (fifteen thousand six hundred sixty-one) new ordinary shares to be issued have been fully subscribed and paid up in cash and the issue premium has been paid by the Sole Shareholder so that the amount of EUR 1,957,716.64 (one million nine hundred fifty-seven thousand seven hundred sixteen Euro and sixty-four cents) is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

As a consequence of this share capital increase, the Sole Shareholder holds the totality of the Company's shares corresponding to 23,916 (twenty-three thousand nine hundred sixteen) ordinary shares and 1 (one) preferred share.

*Third resolution*

As a consequence of the first and the second resolution the Sole Shareholder of the Company decides to amend article 6 of the articles of association of the Company, so that it shall read henceforth in its English version as follows:

«**Art. 6.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 2,989,625 (two million nine hundred eighty-nine thousand six hundred twenty-five Euro) represented by 23,916 (twenty-three thousand nine hundred sixteen) ordinary shares and 1 (one) preferred share having a nominal value of EUR 125 (one hundred twenty-five Euro) each.»

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article 8 of the articles of association, so that it shall read henceforth in its English version as follows:

«**Art. 8.** Each ordinary share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of ordinary shares in existence.

The preferred share or the preferred shares, as the case may be, are each entitled to a preferred and cumulative dividend of EUR 10 (ten Euro) a year and will not participate in the profit distribution mentioned in the preceding paragraph. Preferred shares do not participate in the distribution of any liquidation surplus.»

*Fifth resolution*

The Sole Shareholder further decides to amend article 10 of the articles of association, so that it shall read henceforth in its English version as follows:

«**Art. 10.** In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the ordinary shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the law of 10 August 1915 on commercial companies.

The preferred share(s) can only be transferred if all the partners agree to the transfer.»

*Sixth resolution*

The Sole Shareholder further decides to amend article 14 of the articles of association, so that it shall read henceforth in its English version as follows:

«**Art. 14.** The single partner assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Preferred shares and ordinary shares have the same voting rights. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

Decisions on any action identified in clauses (a) through (h) inclusive of the definition of Significant Action, in the Bond Documents, as well as resolutions to alter the articles of association of the Company can only be adopted unanimously by all the partners.»

*Seventh resolution*

The Sole Shareholder further decides to amend article 17 of the articles of association, so that it shall read henceforth in its English version as follows:

«**Art. 17.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and other expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) owning ordinary shares commensurate to the proportion of ordinary shares they hold in the Company.

The board of managers may decide to pay interim dividends to the ordinary shares.»

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and French version, the English version shall prevail.

The document having been read and translated to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille cinq, le seize septembre.

Par-devant Nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son frère Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absent, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.



A comparu:

LONE STAR CAPITAL INVESTMENTS, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, organisée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 10B, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 91.796, représentée par M. Philippe Detournay (l'Associé Unique), ici représentée par Mlle Francine Ewers, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 15 septembre 2005,

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La partie comparante, a demandé au notaire soussigné de prendre acte de ce qu'elle représente la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée dénommée LSF JAPAN HOTEL INVESTMENTS, S.à r.l. (la Société), non encore enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, organisée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 10B, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, en date du 7 septembre 2005, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, modifié suivant acte reçu par le même notaire, en date du 9 septembre 2005, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Associée Unique reconnaît que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement décider sur l'ordre du jour suivant:

1. Conversion d'une part sociale de la Société en part sociale préférentielle et renomination du reste des parts sociales de la Société en parts sociales ordinaires.
2. Augmentation du capital social par un montant de EUR 1.957.625 (un million neuf cent cinquante-sept mille six cent vingt-cinq euros) et paiement d'une prime d'émission de EUR 91,64 (quatre-vingt-onze euros et soixante-quatre cents).
3. Modification de l'article 6 des statuts.
4. Modification de l'article 8 des statuts.
5. Modification de l'article 10 des statuts
6. Modification de l'article 14 des statuts.
7. Modification de l'article 17 des statuts.

Ceci ayant été déclaré, l'Associée Unique, représentée comme indiqué ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Le capital social de la Société est actuellement représenté par 8.256 (huit mille deux cent cinquante-six) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune.

L'Associée Unique décide de convertir une part sociale de la société en une part sociale préférentielle, donnant ainsi à son détenteur le droit à un dividende préférentiel de EUR 10 (dix euros) par an. Le dividende préférentiel sera versé si des bénéfices distribuables existent et sera cumulé si des bénéfices distribuables ne sont pas disponibles une année donnée. Cette part sociale préférentielle ne participe toutefois pas aux bénéfices ordinaires de la Société et ne se verra pas octroyer des dividendes ordinaires. Ceux-ci seront seulement partagés entre les parts sociales ordinaires. La part sociale préférentielle ne participera pas à la distribution de tout boni de liquidation. Elle dispose de droits de vote ordinaires.

Les 8.255 (huit mille deux cent cinquante-cinq) parts sociales restantes de la Société sont renommées en tant que parts sociales ordinaires.

*Deuxième résolution*

L'Associée Unique décide d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de EUR 1.032.000 (un million trente-deux mille euros) par un montant de EUR 1.957.625 (un million neuf cent cinquante-sept mille six cent vingt-cinq euros) à un montant de EUR 2.989.625 (deux millions neuf cent quatre-vingt-neuf mille six cent vingt-cinq euros) par l'émission de 15.661 (quinze mille six cent soixante et une) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune et de payer une prime d'émission de EUR 91,64 (quatre-vingt-onze euros et soixante-quatre cents).

Toutes les 15.661 (quinze mille six cent soixante et une) nouvelles parts sociales à émettre ont été intégralement souscrites et libérées en numéraire et la prime d'émission a été payée par l'Associée Unique, de sorte que la somme de EUR 1.957.716,64 (un million neuf cent cinquante-sept mille sept cent seize euros et soixante-quatre cents) est à la libre disposition de la Société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Suite à cette augmentation de capital l'Associée Unique détient la totalité des 23.916 (vingt-trois mille neuf cent seize) parts sociales ordinaires et 1 (une) part sociale préférentielle de la Société.

*Troisième résolution*

A la suite de la première et deuxième résolution, l'Associée Unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

«**Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 2.989.625 (deux millions neuf cent quatre-vingt-neuf mille six cent vingt-cinq euros) représenté par 23.916 (vingt-trois mille neuf cent seize) parts sociales ordinaires et 1 (une) part sociale préférentielle, ayant chacune une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune.»

*Quatrième résolution*

L'Associée Unique décide de modifier l'article 8 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

«**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts ordinaires existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.»

La ou les parts sociales préférentielles, le cas échéant, donnent droit chaque année à un dividende préférentiel et cumulatif de EUR 10 (dix) euros et ne participeront pas à la distribution de bénéfices mentionnée dans le paragraphe précédent. Les parts sociales préférentielles ne participent pas à la distribution d'un quelconque boni de liquidation.»

*Cinquième résolution*

L'Associée Unique décide de modifier l'article 10 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

«**Art. 10.** Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ordinaires peuvent être cédées, à condition d'observer les exigences de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

La (les) part (s) sociale(s) préférentielle(s) ne peuvent être transférées que si tous les associés acceptent ce transfert.»

*Sixième résolution*

L'Associée Unique décide de modifier l'article 14 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

«**Art. 14.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Les parts sociales préférentielles et les parts sociales ordinaires disposent du même droit de vote. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions portant sur toute action citée dans les clauses de (a) à (h) portant sur la définition de «Significant Action» dans les Documents d'Obligation, ainsi que toute résolution modifiant les statuts de la Société ne pourra être prise que par l'accord unanime de tous les associés.»

*Septième résolution*

L'Associée Unique décide de modifier l'article 17 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

«**Art. 17.** Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net peut être distribué aux associés détenant les parts sociales ordinaires, et ce proportionnellement au nombre de parts sociales ordinaires qu'ils détiennent dans la Société.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes, qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. Ewers, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2005, vol. 25CS, fol. 66, case 4. – Reçu 19.577,17 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2005.

A. Schwachtgen.

(087085.2/230/220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 octobre 2005.

**HALWIN INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 65.552.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2005, réf. LSO-BI01553, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

(080486.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

**TARKETT S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-9779 Lentzweiler, 2, Op der Sang.  
R. C. Luxembourg B 92.165.

Le bilan au 30 septembre 2004, enregistré à Diekirch, le 26 août 2005, réf. DSO-BH00152, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 14 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 14 septembre 2005.

J.-L. Ehx  
*Fondé de Pouvoir*

(902972.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 14 septembre 2005.

**DIVERSIFIED TRADING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**  
**Capital social: EUR 12.500.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 104.347.

L'an deux mille cinq, le vingt-neuf août.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

A comparu:

- Monsieur Davide Soprani, gérant de société, demeurant à I-20020 Arese, 1, Via Varzi, ici représenté par la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, société anonyme, avec siège social à Luxembourg, 19-21, bld du Prince Henri, en vertu d'une procuration donnée le 10 août 2005, laquelle procuration reste annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée,

elle-même représentée par M. Carlo Santoiemma et M. Jean-Jacques Josset, employés privés, Luxembourg.

En sa qualité d'associé unique de la société à responsabilité limitée dénommée DIVERSIFIED TRADING, S.à r.l. établie et ayant son siège social à L-8805 Rambrouch, 33, rue Principale.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la susdite société à responsabilité limitée dénommée DIVERSIFIED TRADING, S.à r.l. ci-après nommée la «Société», a été constituée le 27 octobre 2004 par le notaire Aloyse Biel de résidence à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial C de 2005, page 6.087.

- Que le capital social de la Société s'élève à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) représenté par 125 (cent vingt-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

- Que l'associé unique, détenant l'intégralité du capital social de la société, est dûment représenté à la présente assemblée qui en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Transfert de siège social de la société au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2005.

2. Modification subséquente de l'article 5 alinéa 1<sup>er</sup> des statuts en vue de lui donner la teneur suivante:

**Art. 5. (alinéa 1<sup>er</sup>).** «Le siège social est établi à Luxembourg.»

3. Changement de la date de clôture de l'exercice social pour la porter au 31 décembre au lieu du 30 juin de chaque année et modification subséquente de l'article 11 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.»

*Dispositions transitoires*

A titre de disposition transitoire, l'exercice social ayant débuté à la date de constitution soit le 27 octobre 2004 s'est terminé le 30 juin 2005 et l'exercice social ayant débuté le 1<sup>er</sup> juillet 2005 se terminera le 31 décembre 2005.

4. Fixation de la date d'assemblée générale annuelle au 2<sup>e</sup> lundi du mois de juin de chaque année à 16h30 à compter de l'année 2006, de sorte à la tenir pour la première fois à cette date en vue de se prononcer sur les comptes clos au 31 décembre 2005 et modification subséquente de l'article 11 des statuts en vue de lui donner la teneur suivante:

**Art. 11.** «L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année. L'assemblée générale annuelle des associés se réunit chaque année le 2<sup>e</sup> lundi du mois de juin de chaque année à 16h30 et pour la première fois à cette date en 2006.»

5. Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 31 décembre 2005.

6. Divers.

L'associée unique siégeant en assemblée générale a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide de transférer le siège de la société de son adresse actuelle au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, et ce avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2005

*Deuxième résolution*

En conséquence de ce transfert de siège, le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 5 est modifié et aura désormais la teneur suivante:  
«Le siège social est établi à Luxembourg.»

*Troisième résolution*

L'associé unique décide de changer la date de clôture de l'exercice social pour la porter au 31 décembre au lieu du 30 juin de chaque année,  
et modifie en conséquence l'article 11 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

**Art. 11.** «L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.»

*Quatrième résolution*

L'associé unique décide, à titre de disposition transitoire, que l'exercice social ayant débuté à la date de constitution, soit le 27 octobre 2004 s'est terminé le 30 juin 2005 et l'exercice social ayant débuté le 1<sup>er</sup> juillet 2005 se terminera le 31 décembre 2005.

*Cinquième résolution*

L'associé unique décide de fixer la date de l'assemblée générale annuelle au 2<sup>e</sup> lundi du mois de juin de chaque année à 16h30, et pour la première fois à compter de l'année 2006, de sorte que celle-ci se tiendra pour la première fois à cette date en vue de se prononcer sur les comptes clos au 31 décembre 2005,

et modifie en conséquence l'article 11 des statuts en vue de lui donner la teneur nouvelle suivante:

**Art. 11.** «L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année. L'assemblée générale annuelle des associés se réunit chaque année le 2<sup>e</sup> lundi du mois de juin de chaque année à 16h30 et pour la première fois à cette date en 2006.»

*Sixième résolution*

L'associé unique décide de nommer la société AACO, S.à r.l., 28, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg, à la fonction de commissaire de la Société, pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 31 décembre 2005. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle appelée à se prononcer sur les comptes de la société cloturés au 31 décembre 2005.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: C. Santoiemma, J.-J. Josset, J. Delvaux

Enregistré à Luxembourg, le 2 septembre 2005, vol. 149S, fol. 74, case 2. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur ff. (signé): T. Kirsch.*

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2005.

J. Delvaux.

(084886.3/208/86) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

**DIVERSIFIED TRADING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,-.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 104.347.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 août 2005, actée sous le n° 523 par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Delvaux.

(084888.3/208/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

**DELTA-SYSTEMS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7240 Bereldange, 87, route de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 37.189.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 38235, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

J. Elvinger

*Notaire*

(070669.3/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

**TARKETT HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9501 Wiltz, 1, rue Neuve.  
R. C. Luxembourg B 95.549.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 26 août 2005, réf. DSO-BH00155, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 14 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 14 septembre 2005.

J.-L. Ehx

*Fondé de Pouvoir*

(902973.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 14 septembre 2005.

**DOMUS HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Share capital: EUR 100,200.00.**

Registered office: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.  
R. C. Luxembourg B 101.060.

In the year two thousand and five, on the twenty-fifth day of July.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Mersch.

Was held an Extraordinary General Meeting of the partners of DOMUS HOLDINGS, S.à r.l., having its registered office at 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, registered at the Register of Commerce of Luxembourg section B number 101.060, incorporated pursuant a deed of the undersigned notary on 19 May 2004, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 774 on July 28, 2004.

The meeting is presided by Ruth Niland, lawyer, residing in Luxembourg,

who appoints as secretary Evelyn Maher, lawyer, residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Lionel Noguera, lawyer, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. The partners represented and the number of shares held by it are shown on an attendance list signed by the proxyholder, the chairman, the secretary and scrutineer and the undersigned notary. The said list will be attached to this document to be filed with the registration authorities.

As it appears from said attendance list, all one thousand and two (1,002) shares in issue are represented at the present extraordinary general meeting so that the meeting can validly decide on all items of the agenda.

II. The agenda of the meeting is as follows:

*Agenda:*

1. Insertion of a new paragraph two into Article 10 of the articles of association of the Company as follows:

«The board of managers is authorised to proceed to the payment of interim dividends subject to the condition that interim accounts shall be drawn-up showing that the funds available for distribution are sufficient.»

2. Replacement of article 10 of the articles of association of the Company with the following text:

**Art. 10.** «So long as there is no vacancy on the board of managers, it is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object of the company with the exception of those expressly reserved by law or by the present articles of to the general meeting of partners.

The board of managers is authorised to proceed to the payment of interim dividends subject to the condition that interim accounts shall be drawn-up showing that the funds available for distribution are sufficient.

If any vacancy shall occur in the Board of Managers as a result of death, resignation or removal of a Manager, the Board of Managers may only take decisions of a conservatory nature until a new board of managers is elected in accordance with article 8 above.»

III. It appears from the above that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

After deliberation the meeting unanimously resolves as follows:

*First resolution*

The meeting decides to a new paragraph two into Article 10 of the articles of association of the Company as follows:

«The board of managers is authorised to proceed to the payment of interim dividends subject to the condition that interim accounts shall be drawn-up showing that the funds available for distribution are sufficient.»

*Second resolution*

The meeting decides to replace article 10 of the articles of association of the Company with the following text:

**Art. 10.** «So long as there is no vacancy on the board of managers, it is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object of the company with the exception of those expressly reserved by law or by the present articles of to the general meeting of partners.

The board of managers is authorised to proceed to the payment of interim dividends subject to the condition that interim accounts shall be drawn-up showing that the funds available for distribution are sufficient.



If any vacancy shall occur in the Board of Managers as a result of death, resignation or removal of a Manager, the Board of Managers may only take decisions of a conservatory nature until a new board of managers is elected in accordance with article 8 above.»

#### Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its present deed, is approximately one thousand Euro (1,000.-EUR).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed. The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present original deed.

#### Follows the French version:

L'an deux mille cinq, le vingt-cinq juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'assemblée générale des associés de DOMUS HOLDINGS, S.à r.l., ayant son siège social au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 101.060, constituée suivant un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 19 mai 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 774 du 28 juillet 2004.

L'assemblée est présidée par Ruth Niland, juriste, demeurant à Luxembourg,

qui choisit comme secrétaire Evelyn Maher, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Lionel Noguera, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. Les associés représentés ainsi que le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le mandataire, le président, le secrétaire et scrutateur et le notaire instrumentant. Cette liste de présence sera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à l'enregistrement.

Il résulte de ladite liste de présence que toutes les mille deux (1.002) parts sociales émises sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

II. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### Agenda:

1. Introduction d'un nouveau paragraphe deux dans l'article 10 des statuts dont la teneur sera la suivante:

«Le conseil de gérance est autorisé à procéder au paiement de dividendes intérimaires, uniquement à la condition que des comptes intérimaires qui doivent attester qu'il existe un bénéfice distribuable suffisant soient produits.»

2. Substitution de l'article 10 des statuts par le texte suivant:

«Aussi longtemps qu'il n'y a pas de vacance de poste de gérant, le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la société, à l'exception de ceux réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Le conseil de gérance est autorisé à procéder au paiement de dividendes intérimaires, uniquement à la condition que des comptes intérimaires qui doivent attester qu'il existe un bénéfice distribuable suffisant soient produits.

En cas de vacance d'un poste pour cause de décès, démission ou révocation, le conseil de gérance ne pourra prendre que des décisions de nature conservatoire jusqu'à ce qu'un nouveau conseil de gérance soit élu conformément à l'article 8 ci-dessus.»

II. Il résulte de ce qui précède que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération l'assemblée décide unanimement ce qui suit:

#### Première résolution

L'assemblée décide d'introduire un nouveau paragraphe deux dans l'article 10 des statuts dont la teneur sera la suivante:

«Le conseil de gérance est autorisé à procéder au paiement de dividendes intérimaires, uniquement à la condition que des comptes intérimaires qui doivent attester qu'il existe un bénéfice distribuable suffisant soient produits.»

#### Deuxième résolution

L'assemblée décide de substituer l'article 10 des statuts par le texte suivant:

«Aussi longtemps qu'il n'y a pas de vacance de poste de gérant, le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la société, à l'exception de ceux réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Le conseil de gérance est autorisé à procéder au paiement de dividendes intérimaires, uniquement à la condition que des comptes intérimaires qui doivent attester qu'il existe un bénéfice distribuable suffisant soient produits.

En cas de vacance d'un poste pour cause de décès, démission ou révocation, le conseil de gérance ne pourra prendre que des décisions de nature conservatoire jusqu'à ce qu'un nouveau conseil de gérance soit élu conformément à l'article 8 ci-dessus.»

5017

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ mille euros (1.000,- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Niland, E. Maher, L. Noguera, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 29 juillet 2005, vol. 432, fol. 65, case 2. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur* (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 20 septembre 2005.

H. Hellinckx.

(085050.2/242/125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

**DOMUS HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 100.200,00.**

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 101.060.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 20 septembre 2005.

H. Hellinckx.

(085051.3/242/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

**IGEFI INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 65.790.

L'an deux mille cinq, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée IGEFI INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, bd du Prince Henri, inscrite au R.C.S Luxembourg section B n° 65.790,

constituée par acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 24 juin 1998, publié au Mémorial C de 1998, page 37093, et les statuts ont été modifiés par acte du notaire Paul Bettingen, de résidence à Niederanven, en date du 9 juillet 1998, publié au Mémorial C de 1998, page 37756.

L'assemblée des actionnaires est présidée par Monsieur Ferdinando Cavalli, employé privé, Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire M. Lorenzo Patrassi, employé privé, Luxembourg.

L'assemblée des actionnaires désigne comme scrutateur Mme Laure Roussel, employée privée, Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué dresse la liste de présence, laquelle, après avoir été signée par tous les actionnaires présents et les porteurs de procurations des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente minute avec laquelle elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Monsieur le Président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. Suivant la liste de présence, tous les actionnaires, représentant l'entière du capital social souscrit sont présents ou dûment représentés à la présente assemblée, laquelle peut valablement délibérer et décider sur tous les points figurant à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

II. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Décision de mise en liquidation volontaire de la société;
2. Nominations d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs;
3. Divers.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité et par vote séparé, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide la mise en liquidation de la société avec effet à partir de ce jour.

*Deuxième résolution*

A été nommé liquidateur la S.à r.l. MONTBRUN (REVISION) avec siège au 5, boulevard de la Foire, Luxembourg.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la société. Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pou-

voirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation. Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que de tous les pouvoirs stipulés à l'article 145 de ladite loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale des associés.

#### Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu et traduit en une langue connue des comparants, tous connus du notaire par noms, pré-noms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. Cavalli, L. Patrassi, L. Roussel, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 25 août 2005, vol. 149S, fol. 71, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2005.

J. Delvaux.

(084885.3/208/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

#### **G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: 3311 TH Merwekade, 71, Dordrecht the Netherlands.

Seat of Principal establishment: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 110.838.

#### STATUTES

In the year two thousand five, on the fifteenth of September.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg to whom remains the present deed.

There appeared:

- Mr Christiaan Wilhelmus Maria Melisse, manager, residing in Merwekade 70, 3311TH Dordrecht, The Netherlands, duly represented by Mr Philippe Ponsard, «ingénieur commercial», with professional address in L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire,

by virtue of a proxy dated August 30, 2005.

Said proxy, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, through its mandatory, required the undersigned notary to state that:

- The appearing person is the sole member of the limited liability company existing under the name of G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V., with registered office in Merwekade 71, 3311TH Dordrecht, The Netherlands, incorporated under the laws of The Netherlands, pursuant to a deed drawn up by M<sup>e</sup> C.F.J. van der Valk, notary residing in Schiedam (the Netherlands) on February 26, 1992 and registered at the Register of Commerce of Rotterdam under the number 23068424.

- The corporate capital of the company is fixed at eighteen thousand (18,000.-) Euro, represented by 40 (forty) shares, entirely subscribed and paid in.

- The agenda is the following:

1. Confirmation of the resolutions taken in Dordrecht by the sole member on August 12, 2005 who decided, among others, to transfer the seat of principal establishment and centre of main interests of the Company from Dordrecht to Luxembourg with effect on September 1st 2005, and decision to delegate to the manager or agent all powers in order to accomplish all formalities and to proceed with all registrations and publications in the Netherlands and in Luxembourg in relation with the transfer of the seat of principal establishment and centre of main interests of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg.

2. Confirmation and acceptance of the by-laws of G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V., in relation with its transfer and its continuation in the Grand Duchy of Luxembourg.

3. Confirmation of the transfer, with effect on September 1st, 2005, of the seat of the principal establishment and centre of main interests and the continuation of the company G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V. to the Grand Duchy of Luxembourg.

4. Approval of the balance sheet of G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V., as at August 31, 2005, all assets and liabilities of the Company, everything included and nothing excepted, remaining the ownership of the company which continues to hold all assets and to oblige itself for all liabilities and for all commitments of the Company.

5. Confirmation of the setting of the seat of the principal establishment and centre of main interests of the Company to L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, with effect on September 1st, 2005.

6. Resignation of the current manager, discharge to be granted for the exercise of his mandate and appointment of a new manager of the company.

7. Fixing of his powers and the term of his mandate.

8. Miscellaneous.

The sole member, through its mandatory, takes the following resolutions:

*First resolution*

The sole member confirms the resolutions taken in Dordrecht (The Netherlands) on August 12, 2005 by which it is decided to transfer the seat of principal establishment and centre of main interests of the company from Dordrecht (The Netherlands) to the Grand Duchy of Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

The sole member decides to empower the manager or agent to accomplish all acts which will be required to realise this transfer of principal establishment and centre of main interests and in particular to accomplish in the Grand Duchy of Luxembourg all formalities required to set up the legal form and the articles of incorporation of the company and to publish them according to the Luxembourg legal dispositions, and to accomplish all formalities required by the public or private authorities, banks or any other authority.

*Second resolution*

The sole member confirms and accepts the articles of association of G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V. relating to its transfer and its continuation in the Grand Duchy of Luxembourg.

These by-laws will read as follows:

**Art. 1.** There exists a limited liability company under the name of G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V.

**Art. 2.** The registered office of the Company is established in Dordrecht, The Netherlands.

The Company has its seat of principal establishment and centre of main interests in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

The principal establishment and centre of main interests may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by collective decision of the members.

**Art. 3.** The company is established for an unlimited period.

**Art. 4.** The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The company may borrow in any form whatever. The company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the law of August 10, 1915.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

**Art. 5.** The corporate capital of the company is fixed at EUR 18,000.- (eighteen thousand Euro) divided into 40 (forty) corporate units with a nominal value of EUR 450.- (four hundred fifty Euro) each.

**Art. 6.** The capital may be increased or reduced at any time as laid down in article 199 of the law concerning Commercial Companies.

**Art. 7.** Each corporate unit entitles its owner to a proportional right in the company's assets and profits.

**Art. 8.** Corporate units are freely transferable among members. The corporate unit transfer inter vivos to non-members is subject to the consent of at least seventy-five percent of the members' general meeting or of at least seventy-five percent of the company's capital. In the case of the death of a member, the corporate unit transfer to non-members is subject to the consent of no less than seventy-five percent of the votes of the surviving members. In any event the remaining members have a pre-emption right which has to be exercised within thirty days from the refusal of transfer to a non-member.

**Art. 9.** The company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of one of the members.

**Art. 10.** For no reason and in no case, the heirs, creditors or other rightful claimants of the members are allowed to pursue the sealing of property or documents of the company.

**Art. 11.** The company will be managed by a manager who need not to be members and who are appointed by the general meeting of members.

Towards third parties the managers have the most extensive powers to act on behalf of the company in all circumstances. If the managers are temporarily unable to act, the company's affairs can be managed by two members acting under their joint signature.

**Art. 12.** In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible. As agents of the company, they are responsible for the correct performance of their duties.

**Art. 13.** Every member may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of corporate units he owns and may validly act at the meetings through a special proxy.

**Art. 14.** Collective decisions are only valid if they are adopted by the members representing more than half of the capital. However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by a majority of the members representing three quarters of the capital.

**Art. 15.** The business year begins on January first and ends on December thirty-first of each year.

**Art. 16.** Every year on December thirty-first, the annual accounts are drawn up by the managers.

**Art. 17.** The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the company.

**Art. 18.** At least 5% of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the subscribed capital.

The remaining balance is at the disposal of the members.

**Art. 19.** The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be members and who are appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

**Art. 20.** If, and as long as one member holds all the corporate units, the company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law on Commercial Companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 21.** For anything not dealt with in the present Articles of Incorporation, the members refer to the relevant legislation.

#### *Third resolution*

The sole member confirms the transfer, with effect on September 1st, 2005, of the principal establishment and centre of main interests of the company as well as the continuation of the Company in Luxembourg and its submission to the Luxembourg law.

#### *Fourth resolution*

The sole member approves the balance sheet of the Company, indicating all assets as well as all rubrics of the financial situation of the Company, on August 31, 2005 and specifies that all assets and liabilities of the Company, everything included and nothing excepted, remain the ownership of the company which continues to hold all assets and to oblige itself for all liabilities and for all commitments of the Company; it results from this financial situation that the net assets of the company amount to EUR 11,967,153.- (eleven million nine hundred sixty-seven thousand one hundred fifty-three Euro).

The said financial situation, signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

#### *Fifth resolution*

The sole member confirms the setting of principal establishment and centre of main interests of the Company to L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, with effect on September 1st, 2005.

#### *Sixth resolution*

The sole member accepts the resignation of the current manager, gives him discharge for the exercise of his mandate and decides to appoint manager of the Company for an undetermined period:

- Mr Guy Hornick, «*maître en sciences économiques*», born on March 29, 1951, in Luxembourg, with professional address in L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

#### *Seventh resolution*

The Company is bound by the sole signature of the manager.

#### *Contribution tax*

The present deed organizing the transfer of a company whose registered office is established in the European Union, the Company refers to article 3, 2, of the law concerning «*l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, art. 1 à 23*», which provides for a contribution tax exemption.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille cinq, le quinze septembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

A comparu:

- Monsieur Christiaan Wilhelmus Maria Melisse, gérant, demeurant à Merwekade 70, 3311TH Dordrecht, Pays-Bas, ici représenté par Monsieur Philippe Ponsard, ingénieur commercial, demeurant à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 30 août 2005,

laquelle procuration, après avoir été signée *ne varietur* par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, par son mandataire, a prié le notaire d'acter que:



- Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V., avec siège social à Merwekade 71, 3311TH Dordrecht, Pays-Bas, constituée sous la loi néerlandaise, suivant acte reçu par Maître C.F.J. van der Valk, notaire de résidence à Schiedam (Pays-Bas), en date du 26 février 1992 et inscrite au Registre de Commerce de Rotterdam sous le numéro 23068424.

- Le capital social de la Société est fixé à dix-huit mille (18.000,-) euros, représenté par 40 (quarante) actions, entièrement souscrites et intégralement libérées.

- L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. Confirmation des résolutions prises à Dordrecht (Pays-Bas) par l'associé unique le 12 août 2005 qui a décidé, entre autres, de transférer le siège administratif et de direction effective de Dordrecht à Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2005, et de déléguer au gérant ou agent tous les pouvoirs pour accomplir toutes les formalités et procéder à toutes les inscriptions et publications tant aux Pays-Bas qu'au Luxembourg en vue du transfert du siège administratif et de direction effective et de la continuation de la société au Grand-Duché de Luxembourg.

2. Confirmation et acceptation des statuts de G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V., concernant son transfert et sa continuation au Grand-Duché de Luxembourg.

3. Confirmation du transfert, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2005, du siège administratif et de direction effective de la société G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V. à Luxembourg.

4. Approbation de la situation patrimoniale de G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V., établie au 31 août 2005, tous les actifs et tous les passifs de la société, tout compris et rien excepté, restant la propriété de la société qui continue de détenir tous les actifs et à s'obliger pour tout le passif et tous les engagements de la société.

5. Confirmation de l'établissement du siège administratif et de direction effective de la société à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2005.

6. Démission du gérant actuel de la société, décharge à lui accorder pour l'exercice de son mandat et nomination d'un nouveau gérant de la société.

7. Détermination des pouvoirs et de la durée du mandat du gérant.

8. Divers.

L'associé unique, par son mandataire, prend les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique confirme les résolutions prises à Dordrecht (Pays-Bas), le 12 août 2005 par lesquelles il a été décidé de transférer le siège administratif et de direction effective de la société à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2005 au 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

L'associé unique décide d'autoriser le gérant ou agent d'accomplir tous actes qui seront nécessaires pour réaliser ce transfert du siège de la société et en particulier accomplir au Grand-Duché de Luxembourg les formalités requises pour établir la forme juridique et les statuts luxembourgeois de la société et de les publier selon les prescriptions luxembourgeoises, et par ailleurs accomplir toutes les formalités nécessaires auprès des autorités publiques ou privées, banques et autres instances afin de réaliser valablement ce transfert de siège.

#### *Deuxième résolution*

L'associé unique confirme et accepte les statuts de G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V. concernant son transfert et sa continuation au Grand-Duché de Luxembourg.

Ces statuts auront désormais la teneur suivante:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de G.M.N.G. INTERNATIONAL B.V.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Dordrecht (Pays-Bas).

La Société a son siège administratif et de direction effective à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à EUR 18.000,- (dix-huit mille euros) représenté par 40 (quarante) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 450,- (quatre cent cinquante euros) chacune.

**Art. 6.** Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

**Art. 7.** Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

**Art. 8.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné à la majorité des trois quarts des voix en assemblée générale ou autrement, par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

**Art. 9.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 10.** Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 11.** La société est administrée par un gérant au moins, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances.

En cas d'empêchement temporaire des gérants, les affaires sociales peuvent être gérées par deux associés, agissant conjointement.

**Art. 12.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 13.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 14.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

**Art. 15.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 16.** Chaque année, le trente et un décembre, la gérance établit les comptes annuels.

**Art. 17.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

**Art. 18.** Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

**Art. 19.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

**Art. 20.** Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

**Art. 21.** Référence est faite aux dispositions de la Loi pour toutes les matières non spécifiquement régies par les présents Statuts.

#### *Troisième résolution*

L'associé unique confirme le transfert, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2005, du siège administratif et de direction effective de la Société à Luxembourg ainsi que la continuation de la Société à Luxembourg et sa soumission à la loi luxembourgeoise.

#### *Quatrième résolution*

L'associé unique approuve la situation patrimoniale de la Société, indiquant toutes les valeurs patrimoniales ainsi que toutes les rubriques de l'état de situation financière de la Société, établi à la date du 31 août 2005 et précise que tous les actifs et tous les passifs de la Société, tout compris et rien excepté, restent la propriété de la Société qui continue à détenir tous les actifs et à être obligée pour tout le passif et tous les engagements de la Société; il résulte de cet état de situation financière que les actifs nets de la Société s'élèvent à EUR 11.967.153,- (onze millions neuf cent soixante-sept mille cent cinquante-trois euros).

Ledit état de situation financière, après signature ne varietur par le mandataire de l'associé unique et par le notaire instrumentaire, demeurera annexé aux présentes pour être enregistré en même temps.

#### *Cinquième résolution*

L'associé unique confirme l'établissement du siège administratif et de direction effective de la Société à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2005.

#### *Sixième résolution*

L'associé unique accepte la démission du gérant actuel de la société, lui donne décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour, et décide de nommer gérant de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Guy Hornick, maître en sciences économiques, né le 29 mars 1951 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

*Septième résolution*

La Société se trouve engagée par la seule signature du gérant.

*Droit d'apport*

Le présent acte organisant le transfert d'une société dont le siège social est situé dans l'Union Européenne, la société se réfère à l'article 3, 2, de la loi concernant «l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, art. 1 à 23», qui prévoit une exemption du droit d'apport.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: P. Ponsard, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2005, vol. 25CS, fol. 65, case 9. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): Muller.*

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2005.

A. Schwachtgen.

(087430.3/230/304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2005.

**UNPLUGGED, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R. C. Luxembourg B 69.482.

—  
DISSOLUTION

L'an deux mille et cinq, le vingt-deux septembre.

Par-devant Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg.

Ont comparu:

1.- Monsieur Dan Wagner, employé privé, né à Dudelange, le 21 août 1966 (no matricule 19660821158), demeurant à L-3442 Dudelange, 218, rue des Champs;

2.- Madame Isabel Maria Nunes Madeira, employée privée, née à Figueira da Foz (Portugal), le 1<sup>er</sup> février 1946 (19460201201), demeurant à L-8030 Strassen, 141, rue du Kiem;

3.- Monsieur Antonio Nunes Rafael, employé privé, né à Sao Juliao da Figueira da Foz (Portugal), le 8 juin 1966 (19660608195), demeurant à L-3502 Dudelange, 36, rue J.-F. Kennedy.

Lesquels comparants ont déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

a) Qu'ils sont les seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée UNPLUGGED, S.à r.l. (no matricule 19992404852) avec siège social à L-3450 Dudelange, 12, rue du Commerce;

inscrite au registre des firmes sous la section B numéro 69.482;

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 16 avril 1999, publié au Mémorial C de 1999, page 24.045;

modifiée suivant procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 5 novembre 2001 et du 30 juin 2002, publié au Mémorial C de 2002, page 42.838;

b) Que d'un commun accord les prédits associés de la société à responsabilité limitée UNPLUGGED, S.à r.l. ont décidé la dissolution de ladite société avec effet immédiat, les associés étant investis chacun proparte des actifs et passifs de la société dissoute de sorte qu'il n'y a pas lieu de procéder à une liquidation.

c) Que les livres et documents sociaux seront conservés pendant une période de cinq (5) années à L-3502 Dudelange, 36, rue J.-F. Kennedy.

Dont acte, fait et passé à Bettembourg, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. Wagner, I.M. Nunes Madeira, A. Nunes Rafael, Ch. Doerner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 27 septembre 2005, vol. 897, fol. 34, case 3. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): Ries.*

Pour expédition conforme, délivrée à la société, sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 3 octobre 2005.

Ch. Doerner.

(088108.3/209/37) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

**TARKETT CAPITAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9501 Wiltz, 1, rue Neuve.  
R. C. Luxembourg B 92.156.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 26 août 2005, réf. DSO-BH00161, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 14 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 14 septembre 2005.

P. Lommel

*Fondé de Pouvoir*

(902974.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 14 septembre 2005.

**GCE LUXCO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 93.012.

In the year two thousand and five, on the ninth of September.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing at Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of GCE LUXCO, S.à r.l., a company incorporated and governed in accordance with the laws of Luxembourg, with registered office located at Espace Kennedy, second floor, 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, entered in the Company Register at Luxembourg, Section B, under the number 93.012 and incorporated under the name SALTRI ONE, S.à r.l. following a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on March 6, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 514 of May 13, 2003 (the «Company»), the articles of incorporation of which have last been amended pursuant to a deed of the undersigned notary on 11 February 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 758 of 29 July 2005, the corporate capital of which is set at seven hundred thirteen thousand four hundred twenty-six Sweden Kronor (SEK 713,426.-) (the «Company»).

The meeting is declared open and is chaired by Mr Jean-Michel Schmit, lawyer, residing in Luxembourg.

The board of this meeting being thus constituted, the chairman appoints Mr Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg as secretary of the meeting.

Mr Frédéric Lahaye, lawyer, residing in Luxembourg, is elected as scrutineer.

The chairman declares and requests the notary to record the following:

The agenda of the meeting is as follows:

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into liquidation.
2. Appointment of the liquidator.
3. Determination of the powers to be given to the liquidator and of the liquidator's remuneration.
4. Miscellaneous.

The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders, and the number of the shares held by them are shown on an attendance list which, signed by the shareholders or their proxies, by the bureau of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

It appears from the said attendance list that all the three thousand one hundred twelve (3,112) shares representing the total subscribed capital are present or represented at the meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

The shareholders present or represented declare that they consider themselves as having been duly convened to this extraordinary general meeting of shareholders and that they have been duly informed on the agenda before this meeting.

The present meeting is then regularly constituted and may deliberate on the item of the agenda.

Thereupon, the meeting, each time unanimously, passes the following resolutions:

*First resolution*

The meeting resolves to dissolve the Company and put it into liquidation with immediate effect.

*Second resolution*

The meeting resolves to appoint Mr Marek Domagala, employee, with professional address at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg as liquidator.

*Third resolution*

The meeting resolves that, in performing his duties, the liquidator shall have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation.

The liquidator shall have the social signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as a defendant.

The liquidator may waive all property and similar rights, charges, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, seizure, attachment or other opposition.

The liquidator may under his own responsibility grant for the duration as set by him to one or more proxy holders such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions.

In particular, the liquidator is authorized in the Company's name and on the Company's behalf, to enter into an Amendment Agreement or any other agreement or document, to amend, complement and/or restate the Share Transfer Agreement regarding GCE R&D, GmbH between the Company and GCE HOLDINGS DEUTSCHLAND, GmbH and in particular to amend, complete and/or restate the purchase price clause.

The company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the sole signature of the liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

The meeting resolves to approve the liquidator's remuneration as agreed among the parties concerned.

No further item being on the agenda of the meeting and none of the shareholders present or represented asking to speak, the Chairman then closed the meeting.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

**Follows the French translation:**

L'an deux mille cinq, le neuf septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société GCE LUXCO, S.à r.l., une société constituée et régie par le droit du Luxembourg et ayant son siège social à Espace Kennedy, 2<sup>e</sup> étage, 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 93.012 et constituée sous la dénomination sociale SALTRI ONE, S.à r.l. par acte reçu du notaire Joseph Elvinger, résidant à Luxembourg, en date du 6 mars 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 514, du 13 mai 2003, les statuts de laquelle ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné en date du 11 février 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 758 du 29 juillet 2005 et dont le capital social est fixé à sept cent treize mille quatre cent vingt-six couronnes suédoises (SEK 713.426,-) (la «Société»).

L'assemblée est déclarée ouverte et est présidée par Maître Jean-Michel Schmit, avocat, résidant à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Maître Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit aux fonctions de scrutateur Maître Frédéric Lahaye, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant donc valablement constituée, Monsieur le Président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation.
2. Nomination d'un liquidateur.
3. Détermination des pouvoirs conférés au liquidateur et de la rémunération du liquidateur.
4. Divers.

Le nom des actionnaires et le nombre des actions détenues par eux sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires ou leur mandataires si ils sont représentés par les membres du bureau de l'assemblée et par le notaire instrumentant, qui restera annexée aux présentes pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

Les pouvoirs des actionnaires représentés signés ne varient par les parties comparantes et le notaire instrumentant resteront également annexés aux présentes pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Il ressort de la dite liste de présence que toutes les trois mille cent douze (3.112) actions représentant l'intégralité du capital social souscrit de la Société sont présentes ou représentées à cette assemblée, celle-ci étant ainsi valablement constituée et pouvant proprement statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires présents ou représentés déclarent se considérer comme ayant été valablement convoqué à cette assemblée générale extraordinaire et qu'ils furent dûment informés de l'ordre du jour de cette assemblée.

L'assemblée est dès lors valablement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour.

L'assemblée prend, alors chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide la dissolution de la Société et la mise en liquidation de celle-ci, avec effet immédiat.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de nommer Monsieur Marek Domagala, employé, ayant son adresse professionnel au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg comme liquidateur.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide que, dans l'exercice de ses fonctions, le liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.



Le liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

En particulier, le liquidateur est autorisé au nom et pour le compte de la Société de conclure un Contrat de Modification («Amendment Agreement») ou autre contrat ou document, de modifier, finaliser et/ou reformuler le Contrat de Transfert d'Actions concernant GCE R&D, GmbH entre la Société et GCE HOLDINGS DEUTSCHLAND, GmbH, et en particulier de modifier, finaliser et/ou reformuler la clause de prix d'achat.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

La société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

L'assemblée décide d'approuver la rémunération du liquidateur telle que convenue entre les parties concernées.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président ensuite clôture l'assemblée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J.-M. Schmit, N. Gauzès, F. Lahaye, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 13 septembre 2005, vol. 897, fol. 15, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 septembre 2005.

J.-J. Wagner.

(088012.3/239/138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

---

**ENERGY AND TECHNOLOGY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 83.057.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2005, réf. LSO-BI00113, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ENERGY AND TECHNOLOGY, S.à r.l.

Signatures

(080970.3/655/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2005.

---

**ENERGY AND TECHNOLOGY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 83.057.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2005, réf. LSO-BI00116, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ENERGY AND TECHNOLOGY, S.à r.l.

Signatures

(080964.3/655/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2005.

---

**ENERGY AND TECHNOLOGY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 83.057.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2005, réf. LSO-BI00118, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ENERGY AND TECHNOLOGY, S.à r.l.

Signatures

(080962.3/655/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2005.

---

**A. MENARINI PARTICIPATIONS INTERNATIONALES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.  
R. C. Luxembourg B 9.956.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 4 août 2005, réf. LSO-BH01598, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2005.

Signature.

(070755.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

**PAN ASIA SPECIAL OPPORTUNITIES FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 59.821.

In the year two thousand and five, on the fifteenth of July.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of PAN ASIA SPECIAL OPPORTUNITIES FUND, having its registered office in Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Edmond Schroeder, then notary residing in Mersch, on the 9th of July 1997, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C of the 13th of August 1997, number 444. The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary on July 16, 2003, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 1264 of November 28, 2003.

The meeting was presided by Mrs Samina Lebrun, private employee, Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Stéphanie Rietsch, private employee, Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Catherine Henrotte, private employee, Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary.

The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II. All the shares being registered shares, the present meeting has been convoked by notices containing the agenda sent by registered mail to the shareholders on June 28, 2005 and published in the Wort and in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations on the 5th of July 2005.

III. That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

Prorogation of the Corporation for a limited period ending on the 16th day of July of the year two thousand and seven.

Suppression of the 2nd paragraph of article 2 of the articles of incorporation.

IV. It appears from the attendance list, that out of 3,598,281.871 outstanding shares, 10,000 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting.

The Chairman informs the meeting that the quorum requirements for voting the points of the agenda are not attained and that a second meeting of shareholders will be called by notices in accordance with company law.

The second meeting may deliberate, validly no matter how many shares will be present or represented in accordance with company law.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, the members of the board signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille cinq, le quinze juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société PAN ASIA SPECIAL OPPORTUNITIES FUND, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 9 juillet 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 444 du 13 août 1997, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 16 juillet 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1264 du 28 novembre 2003.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Samina Lebrun, employée privée, Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Stéphanie Rietsch, employée privée, Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Catherine Henrotte, employée privée, Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Que toutes les actions étant nominatives, la présente assemblée a été convoquée par des avis contenant l'ordre du jour envoyés par lettres recommandées aux actionnaires en date du 28 juin 2005 et publiés au Wort et au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations en date du 5 juillet 2005.

III. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

Prorogation de la Société pour une durée limitée qui se terminera le seizième jour du mois de juillet de l'année deux mille et sept.

Suppression du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 2 des statuts.

IV. Qu'il appert de cette liste de présence que des 3.598.281.871 actions en circulation, 10.000 actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

Le Président informe l'Assemblée Générale que les conditions de quorum pour voter les points à l'ordre du jour ne sont pas remplies et qu'une seconde assemblée sera convoquée par des avis de convocation conformément à la loi.

La seconde assemblée pourra délibérer valablement quelle que soit la portion du capital présente ou représentée conformément à la loi sur les sociétés commerciales.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Lebrun, S. Rietsch, C. Henrotte, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 22 juillet 2005, vol. 432, fol. 50, case 11. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur ff. (signé): E. Weber.*

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 20 septembre 2005.

H. Hellinckx.

(084961.2/242/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

**NELL AF, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Share capital: EUR 12,400.**

Registered office: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R. C. Luxembourg B 107.545.

In the year two thousand and five, on the twenty-sixth day of July.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch.

There appeared:

NELL ACQUISITION, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, here represented by Mr Simon Baker, expert-comptable, residing in Steinsel.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

- NELL ACQUISITION, S.à r.l. is the sole shareholder of NELL AF, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, on April 20, 2005, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company);

- the Company's share capital is presently set at twelve thousand four hundred Euro (EUR 12,400) divided into one hundred (100) shares of one hundred twenty-four Euro (EUR 124) each.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution*

NELL ACQUISITION, S.à r.l., in its capacity as sole shareholder of the Company, decides to increase the subscribed capital by an amount of fifty million and twenty-four Euro (EUR 50,000,024) to bring it from its present amount of twelve thousand four hundred (EUR 12,400) to fifty million twelve thousand four hundred twenty-four Euro (EUR 50,012,424) by the issuance of four hundred three thousand two hundred twenty-six (403,226) new shares with a par value of one hundred twenty-four Euro (EUR 124) each, having the same rights as the already existing shares.

*Intervention - Subscription - Payment*

Thereupon, NELL ACQUISITION, S.à r.l., prenamed and represented as stated above, declares to subscribe the new shares and to have them fully paid up by a contribution in kind consisting of all of its assets and liabilities. This contribution is being made for a value of eight hundred sixty million Euro (EUR 860,000,000), of which fifty million and twenty-four Euro (EUR 50,000,024) is allocated to the share capital of the Company, the remaining amount, equal to eight hun-

dred nine million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred seventy-six Euro (EUR 809,999,976), to be allocated to share premium.

Proof of the ownership and the value of such assets and liabilities has been given to the undersigned notary by a balance sheet of NELL ACQUISITION, S.à r.l. as per the date hereof.

It results from a certificate issued on the date hereof by the management of NELL ACQUISITION, S.à r.l. that:

- all assets and liabilities of NELL ACQUISITION, S.à r.l. are shown on the attached certified balance sheet as of the date hereof;
- based on generally accepted accountancy principles the net worth of NELL ACQUISITION, S.à r.l. per attached balance sheet as of the date hereof is estimated to be eight hundred sixty million Euro (EUR 860,000,000);
- no impediments, nor legal nor contractual, to the transfer of ownership of such assets and liabilities to NELL AF, S.à r.l. exist;
- all formalities to transfer legal ownership of all such assets and liabilities to NELL AF, S.à r.l. will be accomplished by NELL ACQUISITION, S.à r.l.

Such certificate and such balance sheet, after signature ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

#### *Second resolution*

The sole shareholder of the Company decides to decrease the subscribed share capital of the Company by twelve thousand four hundred Euro (EUR 12,400) by cancellation of one hundred (100) shares issued upon the Company's incorporation so that the share capital of the Company is set at fifty million and twenty-four Euro (EUR 50,000,024) divided into four hundred three thousand two hundred twenty-six (403,226) shares of a par value of one hundred twenty-four Euro (EUR 124) each.

#### *Third resolution*

As a consequence of the preceding resolutions, the sole shareholder of the Company decides to amend article 5, first paragraph of the articles of association of the Company, which will henceforth have the following wording:

«**Art. 5.** The Company's corporate capital is fixed at fifty million and twenty-four Euro (EUR 50,000,024) represented by four hundred three thousand two hundred twenty-six (403,226) shares in registered form with a par value of one hundred twenty-four Euro (EUR 124) each, all subscribed and fully paid-up.»

There being no further business, the meeting is terminated.

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present increase of capital, is approximately seven thousand Euro (7,000.- EUR).

Insofar as the contribution in kind results in the Company acquiring all the assets and liabilities from NELL ACQUISITION, S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, Member State of the European Union, the Company refers to article 4-1 of the law dated December 29, 1971 which provides for an exemption from capital duty.

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed. The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille cinq, le vingt-sixième jour du mois de juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

NELL ACQUISITION, S.à r.l., une société à responsabilité limitée avec siège social à L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich,

ici représentée par Monsieur Simon Baker, expert-comptable, résidant à Steinsel.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- NELL ACQUISITION, S.à r.l. est l'associé unique de NELL AF, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 avril 2005, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société);

- le capital social de la Société est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (EUR 124) chacune.

La partie comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

NELL ACQUISITION, S.à r.l., en sa qualité d'associé unique de la Société, décide d'augmenter le capital social souscrit à concurrence d'un montant de cinquante millions et vingt-quatre euros (EUR 50.000.024) pour le porter de son montant actuel de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400) à un montant de cinquante millions douze mille quatre cent vingt-quatre euros (EUR 50.012.424) par l'émission de quatre cent trois mille deux cent vingt-six (403.226) nouvelles

parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (EUR 124) chacune, ayant les mêmes droits que les parts sociales déjà existantes.

#### *Intervention - Souscription - Libération*

Ces faits exposés, NELL ACQUISITION, S.à r.l., préqualifiée et représentée comme décrit ci-dessus, a déclaré souscrire les nouvelles parts sociales de la Société et les libérer intégralement par un apport en nature consistant en l'ensemble de ses actifs et passifs. Cet apport est fait pour une valeur de huit cent soixante millions d'euros (EUR 860.000.000), dont cinquante millions et vingt-quatre euros (EUR 50.000.024) sont crédités au compte capital de la Société et l'excédant de huit cent neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante-seize euros (EUR 809.999.976) est comptabilisé en tant que prime d'émission.

Preuve de l'existence et de la valeur de ses actifs et passifs a été donnée au notaire instrumentant par un bilan intérimaire de NELL ACQUISITION, S.à r.l. daté de ce jour.

Il résulte d'un certificat délivré par la gérance de NELL ACQUISITION, S.à r.l. en date de ce jour que:

- tous les actifs et passifs de NELL ACQUISITION, S.à r.l. sont repris au bilan intérimaire, ci-annexé, daté de ce jour;
- sur base des principes comptables généralement acceptés, la valeur nette de NELL ACQUISITION, S.à r.l. selon le bilan intérimaire daté de ce jour est évaluée à huit cent soixante millions d'euros (EUR 860.000.000);
- il n'existe aucune empêchement, ni légal ni contractuel, pour effectuer le transfert de ses actifs et passifs à NELL AF, S.à r.l.;
- toutes les formalités pour le transfert juridique de tous ses actifs et passifs à NELL AF, S.à r.l. ont été accomplies par NELL ACQUISITION, S.à r.l.

Ledit certificat et le bilan intérimaire, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

#### *Deuxième résolution*

L'associé unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400) par l'annulation de cent (100) parts sociales émises lors de la constitution de la Société pour ainsi fixer le capital social de la Société à un montant de cinquante millions et vingt-quatre euros (EUR 50.000.024) représenté par quatre cent trois mille deux cent vingt-six (403.226) parts sociales ayant une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (EUR 124).

#### *Troisième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique de la Société décide de modifier l'article 5, premier paragraphe des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à cinquante millions et vingt-quatre euros (EUR 50.000.024), représenté par quatre cent trois mille deux cent vingt-six (403.226) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (EUR 124) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### *Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de l'augmentation de capital à environ sept mille euros (7.000,- EUR).

Dans la mesure où l'apport en nature résulte dans la Société détenant tout l'actif et tout le passif de NELL ACQUISITION, S.à r.l., une société de droit de Luxembourg, Etat-membre de l'Union Européenne, la Société se réfère à l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971, qui prévoit l'exonération du droit d'apport.

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire des parties comparantes l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Baker, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 1<sup>er</sup> août 2005, vol. 432, fol. 66, case 8. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé):* A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 20 septembre 2005.

H. Hellinckx.

(085042.3/242/146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

#### **NELL AF, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R. C. Luxembourg B 107.545.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 20 septembre 2005.

H. Hellinckx.

(085043.3/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.



**GLOBAL GROUP MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché aux Herbes.

R. C. Luxembourg B 70.473.

—  
*Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle tenue à Luxembourg le 23 août 2005 à 14:00 heures*

Il résulte dudit procès-verbal que:

- Le mandat d'EUROPEAN TRUST SERVICES (LUXEMBOURG), S.à r.l. en tant que Commissaire est reconduit jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en 2010.

Luxembourg, le 24 août 2005.

Pour GLOBAL GROUP MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.

LUXROYAL MANAGEMENT S.A.

Administrateur

A. Noullet

Administrateur-délégué

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2005, réf. LSO-BH07072. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(080122.3/1084/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2005.

**AM HAFERSTÜCK S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 49.673.

L'an deux mille cinq, le vingt-deux septembre.

Par-devant, Maître Camille Mines, notaire de résidence à Capellen.

Se tient une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société AM HAFERSTÜCK S.A., une société anonyme, constituée le 13 décembre 1994 suivant acte reçu par, Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, acte publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C de 1995 à la page 6866.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Pierre Schong, employé, résidant professionnellement à Mamer, qui nomme comme, secrétaire Madame C.A.M. Peuteman, employée, résidant professionnellement au 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer.

L'assemblée élit au poste de scrutateur Mademoiselle Sophie Marchal, employé, résidant professionnellement à Mamer.

Monsieur le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Cette liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II. Qu'il résulte de cette liste de présence que des 100 (cent) actions émises, toutes sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti de se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Agenda:*

1. Transfert du siège social de la société de son adresse actuelle 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer.

2. Modification de l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> paragraphe des statuts de la société afin de l'adapter à la résolution prise sur la base de l'agenda de l'assemblée.

3. Divers.

Après délibérations, l'assemblée générale a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle, 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer.

*Deuxième résolution*

Afin d'adapter les statuts à la résolution prise lors de cette réunion, l'assemblée décide de modifier l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> paragraphe des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

**Art. 2. 1<sup>er</sup> paragraphe.** Le siège de la société est établi à Mamer.

*Evaluation des frais*

Les frais incombant à la société en raison de ces modifications sont estimés à EUR 1.300.

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte fait et passé à Mamer, à la date en tête des présentes.

Et après lecture aux personnes comparantes qui sont toutes connues du notaire par nom, prénom, état et demeure, elles ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-P. Schong, C. Peuteman, S. Marchal, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 26 septembre 2005, vol. 433, fol. 50, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour copie conforme, délivrée à la société, sur demande, pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 3 octobre 2005.

C. Mines.

(086807.3/225/51) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2005.

**SigmaKalon LUXCO 2, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Share capital: EUR 61,912,500.**

Registered office: L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activité am Syrdall.

R. C. Luxembourg B 92.000.

In the year two thousand and five, on twenty-fifth of July.

Before Mr Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholder of SigmaKalon LUXCO 2, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 92.000, incorporated pursuant to a deed of Mr Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, dated 20 December 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 343, on 29 March 2003 (the Company). The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of Mr Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, dated 16 December 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 105, on 27 January 2004.

There appeared SigmaKalon LUXCO S.C.A., a partnership limited by shares (société en commandite par actions) established at 5, Parc d'Activité am Syrdall, L-5365 Munsbach, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 90.056 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Philippe Thiebaud, lawyer, with professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, by virtue of a proxy, given in the Netherlands on 19 July 2005,

which proxy, after having been signed *in varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Sole Shareholder owns all the Shares in the share capital of the Company

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

Amendment to article 14 of the articles of association of the Company in order to allow the general meeting of shareholders to pay interim dividends.

III. that the Meeting has taken the following resolution:

*First and sole resolution*

The Meeting resolves to amend article 14 of the articles of association of the Company by inserting an additional paragraph 6 thereto, which shall henceforth read as follows:

«**Art. 14.** The general meeting of shareholders shall have the powers to make interim dividend distributions subject to the existence of profits and/or reserves available for distribution.»

*Expenses*

The expenses, costs, remuneration and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 850.

Nothing else being on the agenda, the meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the appearing person and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, he signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille cinq, le vingt-cinq juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg.

A été tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de SigmaKalon LUXCO 2, S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 92.000, constituée selon acte de Maître Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, du 20 décembre 2002, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 343, du 29 mars

2003 (la Société). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par Maître Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, du 16 décembre 2003, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 105 du 27 janvier 2004.

A comparu SigmaKalon LUXCO S.C.A., une société en commandite par actions établie au 5, Parc d'Activité am Syrdall, L-5365 Munsbach, enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.056 (l'Associé Unique),

représentée par Philippe Thiebaud, juriste, ayant son adresse professionnelle au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée aux Pays-Bas le 19 juillet 2005,

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeurera attachée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

L'Associé Unique, représenté de la façon décrite ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de prendre acte des points suivants:

I. que l'Associé Unique est titulaire de toutes les parts sociales de la Société composant son capital social

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Modification de l'article 14 des statuts de la Société afin d'autoriser l'assemblée générale à réaliser des distributions de dividende intérimaire.

III. que l'Assemblée a pris la résolution suivante:

*Résolution unique*

L'Assemblée décide de modifier l'article 14 des statuts de la société en y ajoutant un paragraphe 6 ci-dessous, qui se lira de la manière suivante:

«**Art. 14.** L'Assemblée Générale des actionnaires a tous pouvoirs pour réaliser une distribution de dividende intérimaire à la condition qu'il existe des profits et/ou des réserves disponibles pour la distribution.»

*Coûts*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges sous quelque forme qu'ils soient, encourus par la Société suite au présent acte sont estimés approximativement à EUR 850.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est close.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire de la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Thiebaud, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 29 juillet 2005, vol. 432, fol. 65, case 1. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): A. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 20 septembre 2005.

H. Hellinckx.

(084994.2/242/89) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

**SigmaKalon LUXCO 2, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activité am Syrdall.

R. C. Luxembourg B 92.000.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 20 septembre 2005.

H. Hellinckx.

(084996.3/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2005.

**SAN GIORGIO INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R. C. Luxembourg B 67.204.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2005 que:

- AACO, S.à r.l., Société à Responsabilité Limitée, ayant son siège au 28, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg a été nommé Commissaire en remplacement de CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., démissionnaire.

Luxembourg, le 8 septembre 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2005, réf. LSO-BI01539. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(080452.3/727/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

**VELINVEST S.A., Société Anonyme.  
(anc. VELINVEST HOLDING S.A.)**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R. C. Luxembourg B 67.055.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, réf. LSO-BI01210, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

(080447.3/687/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

---

**55 DSL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.  
R. C. Luxembourg B 54.608.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, réf. LSO-BI01212, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

(080448.3/687/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

---

**ADVANCED MATERIALS INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.  
R. C. Luxembourg B 31.334.

*Clôture de liquidation*

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la Société du 26 juillet 2005*

Il résulte du procès-verbal que l'assemblée:

- prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister;
- décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à partir du 26 juillet 2005 au 5A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 2005.

ADVANCED MATERIALS INVESTMENTS HOLDING S.A.

Signature

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2005, LSO-BI01517. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(080449.3/250/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

---

**TRUST AND CONTROL S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35, avenue John F. Kennedy.  
R. C. Luxembourg B 24.108.

EXTRAIT

Les adresses des administrateurs ont changé comme suit:

Monsieur Jacques Loesch, avocat, demeurant à 35, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

Monsieur Marc Loesch, avocat, demeurant à 35, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

Monsieur René Diederich, avocat, demeurant à 35, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour TRUST AND CONTROL S.A.*

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 septembre 2005, réf. LSO-BI00708. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(080166.3/267/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2005.

---

**INTER IKEA INVESTMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.  
R. C. Luxembourg B 69.198.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, réf. LSO-BI01209, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

REVILUX S.A.

Signature

(080450.3/687/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

**FLUORTECH S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 72.307.

EXTRAIT

Suite à un changement d'adresse, le commissaire CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., est désormais domicilié:  
54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Luxembourg, le 8 septembre 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 9 septembre 2005, réf. LSO-BI01671. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(080455.3/727/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

**H/H-CAPITAL MANAGEMENT, GmbH, Société à responsabilité limitée.**

**Capital souscrit: EUR 1.500.000,-.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.  
R. C. Luxembourg B 104.508.

Précision quant à l'adresse du gérant et modification de son nom:

Heckmanns Alexander,

3, rue Jean Monnet,

L-2180 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 août 2005.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2005, réf. LSO-BI01412. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(080468.3/581/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

**GENAVCO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 42.308.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 15 décembre 2004 à Luxembourg*

L'Assemblée décide de nommer comme Administrateur supplémentaire et Président du Conseil d'Administration:

Monsieur Alain De Wulf, administrateur de sociétés, 31, rue de la Vallée Hudrée à Rueil Malmaison (52), France; son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2007.

Le nombre des administrateurs passe de 3 à 4.

L'Assemblée prend acte que la société UM INTERNATIONAL S.A. n'est plus administrateur de la société depuis le 8 décembre 1998 et que Monsieur Etienne Gillet n'est plus commissaire aux comptes depuis le 12 février 2003.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 6 septembre 2005, réf. LSO-BI01123. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(080492.3/3842/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.



**PROMOTIONS TERRES NOIRES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4732 Pétange, 5, rue de l'Eglise.  
R. C. Luxembourg B 86.151.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 6 septembre 2005, réf. LSO-BI01029, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 8 septembre 2005.

Signature.

(080515.3/551/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

---

**LLOYDS TSB GLOBAL MultiFund ALLOCATION, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 99.100.

Le bilan au 30 avril 2005, enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2005, réf. LSO-BI00254, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2005.

PIASTA M-C. P262

Signature

(080525.3/984/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

---

**NOVA EDITIOR S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 89.509.

*Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenu au siège social le 6 septembre 2005*

Le Conseil d'Administration constate qu'en date du 5 août 2003, les 37,037% restants des 13.500 actions de catégorie A souscrites par l'actionnaire SAN QUIRICO S.A. ont été libérés par un versement supplémentaire de EUR 500.000,- et les 45,4545% restants des 11.000 actions de catégorie A souscrites par l'actionnaire RODENHAM PARTICIPATIONS B.V. ont été libérés par un versement supplémentaire de EUR 500.000,-.

Luxembourg, le 6 septembre 2005.

Pour NOVA EDITIOR S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2005, réf. LSO-BI01439. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(080526.3/744/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2005.

---

**ARISTOLUX INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.  
R. C. Luxembourg B 77.526.

*Minutes du conseil d'administration tenu le 8 mars 2005*

La séance est ouverte à 15h00 heures.

*Délibération*

Après avoir délibéré, les Administrateurs prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Approuvent la reconduction des mandats de Monsieur François Ries, Madame Lena Lascari et Monsieur Leonidas Manthopoulos comme administrateurs;

2. Octroient le mandat de Réviseur d'Entreprises de l'ARISTOLUX INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. à la société PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'an 2006.

Nul autre point ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 16h30 heures.

Luxembourg, le 8 mars 2005.

F. Ries / L. Lascari

Président / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2005, réf. LSO-BH01326. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(080123.3/850/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2005.

---

**RE-Invest, Fonds Commun de Placement.**

Sämtliche Anteile der von der DEKA INTERNATIONAL S.A. verwalteten Teilfonds des RE-Invest, der gemäß Gesetz vom 19. Juli 1991 als Fonds Commun de Placement aufgelegt wurde, sind zum 22. November 2005 zurückgegeben worden.

Die Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft hat beschlossen, den Umbrellafonds aufzulösen und das Liquidationsverfahren einzuleiten.

Luxemburg, 30. Dezember 2005.

DEKA INTERNATIONAL S.A. / DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LEUXEMBOURG S.A.  
(00008/1202/11)

---

**RE-Invest, Fonds Commun de Placement.**

Sämtliche Anteile des von der DEKA INTERNATIONAL S.A. verwalteten Fonds RE-Invest 3 (WKN 921 578/ ISIN LU0099946377), welcher als Teilfonds des gemäß Gesetz vom 19. Juli 1991 errichteten Fonds Commun de Placement RE-Invest aufgelegt wurde, sind zum 22. November 2005 zurückgegeben worden. Die Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft hat beschlossen, den Teilfonds aufzulösen und das Liquidationsverfahren einzuleiten.

Luxemburg, 30. Dezember 2005.

DEKA INTERNATIONAL S.A. / DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.  
(00009/1202/10)

---

**CREDITANSTALT GLOBAL MARKETS UMBRELLA FUND,  
Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-1118 Luxemburg, 11, rue Aldringen.  
H. R. Luxemburg B 54.095.

Da das gesetzliche Quorum bei der am 9. Januar 2006 geführten außerordentlichen Generalversammlung nicht erreicht worden ist, laden wir hiermit die Anteilhaber und -Inhaberinnen zu einer

**ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

unserer Gesellschaft ein, welche am 17. Februar 2006 um 15.15 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird. Der Versammlung werden folgende Punkte der Tagesordnung zum Beschluss vorgelegt:  
Einzig Punkte der Tagesordnung sind:

*Tagesordnung:*

- Neufassung der Satzung gemäss den Anforderungen des Gesetzes vom 20. Dezember 2002. Artikel 2) 3) 5) 9) 22) 23) 27) und 28) werden zum Teil ergänzt und/oder modifiziert. In Artikel 23) Abschnitt 3 wurde in Punkt (e) vorgesehen, dass die einem Unterfonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten lediglich diesen Unterfonds verpflichten.
- Neufassung von Artikel 7) der neu die Ausgabe von Namensaktien vorsieht.

Der vollständige Wortlaut der geplanten Änderungen ist am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Um über die vorbezeichneten Punkte der Tagesordnung zu beschließen ist kein Quorum erforderlich. Die Beschlüsse werden mit Zweidrittelmehrheit der auf der Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile gefasst. Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme. Die Anteilhaber können auch einen Vertreter bestimmen, der sie auf der Versammlung vertritt.

Für die Teilnahme an der zum Versammlung werden die Anteilhaber gebeten, ihre Inhaberanteile bis spätestens 14. Februar 2006 am Sitz der KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal in L-2955 Luxemburg zu hinterlegen. Vollmachtsformulare sind am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

I (00056/755/26)

*Der Verwaltungsrat.*

---

**SAN ZENO HOLDING SPA**

Siège social: I-24121 Bergamo, 9, Piazza Matteotti.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui devrait se tenir au siège social de la société, le 3 février 2006 à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Confirmation et ratification de la résolution prise lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société tenue à Bergamo (Italie) le 8 février 2005, par-devant Maître Francesco Mannarella, notaire de résidence à Bergamo (Italie), décidant de transférer le siège social de la société de Bergamo (Italie) à Luxembourg-Ville (Grand-Duché du Luxembourg), avec effet à la date du 8 février 2005, conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et aux règles concernant le statut de la personnalité juridique, maintenue sans rupture;
2. Modification de la dénomination sociale de la société en SAN ZENO S.A.;

3. Fixation de la valeur nominale des actions à EUR 1,- chacune et représentation du capital social en 9.210.645 actions;
4. Adoption de la forme juridique d'une société anonyme luxembourgeoise;
5. Adaptation de l'objet social (soparfi) de la société aux normes légales luxembourgeoises;
6. Refonte complète des statuts, conformément à la loi luxembourgeoise;
7. Dispositions transitoires;
8. Nomination des administrateurs;
9. Nomination d'un commissaire aux comptes;
10. Confirmation de l'établissement du siège social de la société à Luxembourg à l'adresse suivante: L-1219 Luxembourg, 3, rue Beaumont.

I (00085/000/25)

Le Conseil d'Administration.

**UNITED FUND OF FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2085 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 67.574.

Lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de UNITED FUND OF FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable ci-après désignée la «Société», qui s'est tenue le 24 août 2005, le Président de l'Assemblée a décidé de surseoir aux décisions 1, 2, 3 et 4 de l'ordre du jour et de convoquer une nouvelle assemblée qui prendrait les décisions relatives à ces quatre points.

Les actionnaires sont dès lors invités à assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires («l'Assemblée») qui se tiendra au siège de la société le 26 janvier 2006 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises sur l'exercice clos au 30 avril 2005.
2. Approbation des comptes annuels pour l'exercice clos au 30 avril 2005.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'au 30 avril 2005.

Les résolutions soumises à l'Assemblée ne requièrent aucun quorum. Elles seront adoptées à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'Assemblée.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de BNP PARIBAS LUXEMBOURG, 10A, boulevard Royal, Luxembourg ou au siège social de la Société où des formulaires de procuration sont disponibles.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent dans le même délai informer par écrit (lettre ou procuration) le Conseil d'Administration de leur intention d'assister à l'Assemblée.

II (00006/755/26)

Le Conseil d'Administration.

**MERCHBANC SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 51.646.

Shareholders are kindly invited to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

to be held at the registered office of the Company, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on *January 25, 2006* at 3.00 p.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at September 30, 2005
3. Allocation of the net results
4. Discharge to the Director
5. Statutory Appointments
6. Miscellaneous
  - a) directors fees

Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

II (04690/584/21)

The Board of Directors.

**JBC VENTURES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 87.490.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra de manière extraordinaire le 25 janvier 2006 à 11.00 heures au siège social, 19-21 boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

*Ordre du jour:*

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Présentation des comptes annuels clos au 31 décembre 2004 ainsi que du rapport de la personne chargée du contrôle des comptes;
3. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2004;
4. Décharge aux administrateurs et à la personne chargée du contrôle des comptes;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Les actionnaires désirant assister à l'assemblée générale doivent déposer leurs actions 5 jours francs avant l'assemblée générale auprès de la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.  
II (00011/755/20) Le Conseil d'Administration.

**NPB SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.  
H. R. Luxembourg B 85.788.

Die Aktionäre der NPB SICAV sind eingeladen, an der

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

teilzunehmen, die am 25. Januar 2006 um 14.30 Uhr in den Räumlichkeiten der FORTIS BANQUE LUXEMBOURG, 50, avenue J.F. Kennedy, Luxemburg-Kirchberg, stattfindet.

*Tagesordnung:*

1. Änderung der Satzung, insbesondere
  - Anpassung an das Gesetz vom 20. Dezember 2002, insbesondere die Änderung der Artikel 3, 4, 5, 10, 11, 18, 21, 22, 24, 25 und 31.
2. Sonstiges.

Die ausserordentliche Generalversammlung ist beschlussfähig, wenn ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Aktien vertreten ist. Ein Beschluss wird ordnungsgemäß gefasst, sofern eine Mehrheit von zwei Dritteln der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre für den Beschluss stimmt.

Für den Fall, dass anlässlich der ausserordentlichen Generalversammlung das oben genannte Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite ausserordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse am 3. März 2006 um 14.30 Uhr einberufen, gemäss den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschliessen.

Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich und die Beschlüsse werden mit einer zwei Drittel (2/3) Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Aktionäre getroffen.

Die Besitzer von Inhaberaktien, die an der Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, mindestens fünf Kalendertage vor dem 25. Januar 2006 ihre Aktien bei der FORTIS BANQUE LUXEMBOURG, Luxemburg zu hinterlegen und die Sperrung dieser Aktien zu beantragen.

Die Besitzer von Namensaktien, die an der Generalversammlung teilnehmen möchten, werden aus organisatorischen Gründen gebeten, die Gesellschaft mindestens fünf Kalendertage vor dem 25. Januar 2006 schriftlich (per Brief oder Vollmacht) davon in Kenntnis zu setzen.

II (00017/755/30)

Der Verwaltungsrat.

**DIGITAL FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.  
R. C. Luxembourg B 66.323.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held at the registered office of the SICAV on Wednesday January 25, 2006 at 11.00 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Board of Directors' report
2. Auditors' report
3. Review and approval of the annual accounts as at September 30, 2005

4. Discharge of the Directors
5. Allotment of the result
6. Statutory appointments
7. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Annual General Meeting and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented.

In order to attend the Meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting at the registered office of the SICAV.

II (04770/755/22)

*By order of the Board of Directors.*

**ULYSSES, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 61.830.

Attendu que l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société convoquée pour le mardi 27 décembre 2005 à 11.30 heures n'a pas pu valablement délibérer faute de quorum, les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à une seconde

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 1<sup>er</sup> février 2006 à 11.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- I. Refonte complète des statuts de la Société principalement pour la soumettre à la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, et comprenant des modifications significatives pour adapter les statuts de la Société aux dispositions de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et remplacer toutes références à la loi du 30 mars 1988 par des références à la loi du 20 décembre 2002.
- II. Divers.

Les actionnaires peuvent, sur simple demande au siège social de la Société, obtenir sans frais le texte complet des nouveaux statuts coordonnés de la Société.

L'Assemblée pourra délibérer valablement sans condition de quorum. Les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions auprès de la BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A. cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

II (04794/584/24)

*Le Conseil d'Administration.*

**ASBM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2930 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 60.189.

*Extrait de la décision prise par l'associé unique*

1. Démission d'un administrateur:

L'associé unique prend acte du départ en retraite de Monsieur Pierre Bouckaert, administrateur. Après avoir remercié Monsieur Pierre Bouckaert pour les éminents services rendus à la société, l'associé unique décide de ne pas pourvoir à son remplacement.

Pour extrait conforme

P. Matthys

*Le Président*

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2005, réf. LSO-BI01379. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(080171.3/571/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2005.